

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



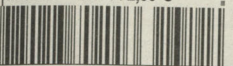
Des commandos déjà à l'œuvre aux tapis de bombes amoureusement préparés, les militaires américains veulent mettre l'Irak à feu et à sang. Sur leur sol même, la torture est pratiquée au nom de la lutte antiterroriste par un appareil d'État paranoïaque. Dans quinze jours à Bagdad ?



FOP 2520

Le jour où la guerre éclate pour de bon, rendez-vous à 18 heures devant l'ambassade des États-Unis à Paris, place de la Concorde.

M 02137 - 1311 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Si les lois de Nuremberg étaient appliquées aujourd'hui, tous les présidents américains de l'après-guerre devraient être pendus. »

Noam Chomsky

hebdo n° 1311

du 13 au 19 mars 2003

Sommaire



- L. Portis cerne les raisons économiques de la **guerre avec l'Irak**, page 4
 L'éternuement chronique de **l'autruche**, par F. Ladriss, page 5
 Chez **ICE**: trente ans de labeur et hop: dehors, par Serge, page 5
 L'engagement syndical dans l'Éducation nationale; un bon motif de **répression**, page 5
 L'épuration ethnique en **Tchéchénie** et le **droit d'asile** en France, par Hervé, page 6
 Le point sur la situation des **sans-papiers**, par Nathalie et Julien, page 7
 Communiqués d'**Act Up**, de la **CNT Éducation** et du collectif des **Roms** de France, page 8
 Les anarchistes de **Nouvelle-Zélande**, page 9
 Le **Venezuela** perd pieds, par R. Uzcatégui, page 10
 En **Bolivie**, ce sont les mineurs que la colère gagne, page 11
 La **Commune**, par les communards, page 12
 La **pornographie**: un commerce dédié à l'axe du mâle? par Jocelyne, page 14
 La **Calotte** refuse de se faire oublier de l'Europe, par Clément, page 16
 Le **Capital** dégaze et les plages ne sont pas seules à déguster, par R. Dadoun, page 17
 Un inventaire bibliographique sur **l'anarchisme allemand**, par Thierry, page 18
 Une éloge du dernier livre de J.-P. **Levaray**, par A. Dauguet, page 19
 Expression d'Hélène Fabre concernant **Noam Chomsky**, page 20
 Vers une **démocratie générale** de **Takis Fotopoulos**, par J.-C. Richard, page 21



Agenda, page 22

Réactions à l'affaire « **Mourad** » à Nîmes, par Sadia page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
 Commission paritaire n° 0906 1 80740
 Imprimerie EDRB (Paris)
 Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - EDRB
 Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
 sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
 droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (* DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
 ** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 13 au 19 mars 2003



bavardages entre ennemis

ou comment faire parler un combattant « irrégulier »

NOUS EN APPELONS à toutes celles et à tous ceux que le capitalisme, avec l'organisation sociale et l'éthique qu'il implique, révolte. Nous en appelons à tous ceux qui ne veulent plus déléguer le pouvoir de décider ce que sera leur vie aux rapaces de la « politique ». Nous en appelons à tous ceux qui ne veulent plus laisser le destin de la planète et de ses habitants à des militaires. Nous en appelons à tous ceux pour qui le patriarcat est un archaïsme qu'il nous faut apprendre à éradiquer, y compris et en premier lieu en nous-mêmes, pour ne plus nous laisser enfermer dans un système autoritaire. Nous en appelons à tous ceux pour qui la liberté de circulation est un besoin fondamental et inaliénable. Nous en appelons à tous ceux pour qui l'action directe des opprimés pour se libérer de leurs oppresseurs est la seule voie pour l'émancipation de chacun.

Nous en appelons à chaque individu conscient. Divisés, nous sommes des proies faciles pour les assoiffés de pouvoir, mais unis nous représentons une force formidable. Faisons converger nos luttes. Dans nos quartiers, sur nos lieux de travail, dans nos syndicats, nos associations, partout où nous pouvons nous faire entendre, affirmons notre force commune, exprimons notre volonté de ne plus rester des sujets passifs et résignés mais des acteurs et actrices d'une force révolutionnaire.

Les 25, 26 et 27 avril se tiendra à Angers le sommet du G8 de l'environnement. Du 28 mai au 3 juin les dirigeants et dirigeantes des huit pays les plus riches du monde coordonneront leurs diktats pour mieux nous asservir. Nous sommes déjà quelques-uns, organisations, syndicats, par-delà nos divergences, parfois profondes, à nous unir pour faire converger nos luttes contre ceux qui s'imposent en maîtres de notre monde.

C'est pourquoi nous en appelons à vous pour venir nous rejoindre, afin qu'ensemble nous leurs fassions entendre notre ras-le-bol d'être dépossédés de nos destinées et de notre environnement. Nous voulons prendre nos affaires en main. Nous ne supportons plus le gaspillage des ressources naturelles de notre planète au profit d'une petite minorité. Nous n'acceptons plus les guerres, qui ne servent qu'à renforcer le pouvoir de nos oppresseurs. Et, nous comptons bien le faire entendre!

SUPPOSONS qu'en pleine guerre d'Algérie le colonel Bigeard, le général Massu ou, encore, le futur général Aussarresses aient livré au *Figaro* quelques recommandations publiques sur le meilleur moyen de faire parler les « terroristes » du FLN. Impensable, comme chacun sait : l'institutionnalisation de cette pratique honteuse qu'est la torture relevait alors du secret d'État. En revanche, les partisans de l'état d'exception, dans l'empire du Bien de l'après-11 septembre, n'ont pas de ces pudeurs.

En pleine page du *Washington Times*, Jack Wheeler préconisait, avec force détails à l'appui, les techniques de torture qu'il fallait appliquer, pour les « faire parler », à des individus tels que Khaled Cheikh Mohammed, l'adjoint de Ben Laden qui venait d'être capturé au Pakistan. Mais qui est donc ce Jack Wheeler ? Tout simplement un expert en la matière.

Sous les présidences de Ronald Reagan et de George Bush Senior, il avait participé aux cours de torture dispensés à l'attention de militaires sud-américains à l'École des Amériques (Fort Benning).

Rédacteur du site *push-to-crime To ThePointNews.Com*, il est aussi le président fondateur de la *Freedom Research Foundation*, association qui sert de couverture à la CIA pour recruter des mercenaires et soutenir des guérillas anticommunistes dans les années 80. Wheeler, qui collabore également de longue date avec la secte Moon, est souvent présenté comme l'inspirateur de la « doctrine Reagan » de harcèlement de l'URSS.

Voici, porté publiquement à la connaissance des sujets de l'empire du Bien, le bréviaire du bon tortionnaire, revu et corrigé à l'heure de la croisade contre l'axe du Mal.

« Il faut que Khaled Cheikh Mohammed (KSM), le dirigeant d'Al-Qaeda arrêté ce week-end, se mette vite à table. En 1995, la police des Philippines avait arrêté un membre d'Al-Qaeda. Grâce à des techniques de torture à l'ancienne (comme les brûlures de cigarettes sur les testicules), elle avait réussi, au bout de deux semaines, à lui faire avouer un complot visant à détourner onze avions. La torture était justifiée puisqu'elle a permis de sauver des centaines ou des milliers de vies. Il nous faut également torturer KSM pour qu'il parle en quelques heures ou jours et pas en quelques

semaines, mais comment ? » Grave question. Heureusement, notre spécialiste états-unien de la question détient déjà la réponse :

« Il ne faut pas utiliser de sérums de vérité qui troublent l'esprit. Il faut utiliser un détecteur de mensonge par encéphalogramme. Il faut ensuite lui injecter du SCC, une drogue paralysante utilisée comme anesthésiant vétérinaire et qui affecte le système musculaire, le bloquant, tout en laissant KSM conscient. Il ne pourra plus respirer car sa cage thoracique sera endormie. Il faut donc le mettre sous respirateur nasal afin qu'il puisse continuer de parler. Ensuite, il faut l'interroger et couper le respirateur quand il ment. Vu l'horreur du sentiment d'étouffement, il parlera vite. »

Après la « pression physique », comme disent les officiers du renseignement israéliens, l'action psychologique :

« Ensuite, il faudra le prévenir qu'il sera exécuté, que son corps sera enduit de graisse de porc et que son cadavre sera manipulé par des femmes afin qu'il sache qu'il ne pourra pas aller au paradis selon sa religion. Après sa mort, nous incinérerons son corps et répandront les cendres dans le vent. »

Pour finir en beauté, le bouquet final empreint, comme il se doit, de ferveur chrétienne :

« Il faut terroriser les terroristes en leur faisant comprendre que leurs camarades arrêtés les trahiront et qu'ils sont condamnés à l'enfer. Ainsi, ils abandonneront leur djihad maléfique. »

Que Jack Wheeler se rassure ! Cuisiné comme tant d'autres ennemis du « bien cuisiné » dans les geôles secrètes de l'Empire, KSM n'a pas tardé à se mettre à table. Il s'est même « montré très bavard », comme l'écrit, impavides, nos plumeux hexagonaux, apparemment peu perturbés par les horreurs qu'il implique ce genre de « bavardage ».

Qu'importent, après tout, les « mauvais traitements », pour reprendre un autre euphémisme en vigueur, auxquels sont soumis les « soldats perdus d'Al-Qaeda » ? Ne sont-ils pas, comme ne cesse de le clamer Donald Rumsfeld, des « combattants irréguliers » à qui les lois de la guerre, pour ne rien dire des droits de l'homme, ne sauraient s'appliquer ?

Jean-Pierre Garnier

Le destin de Bush et le déclin du capitalisme US



Coupes budgétaires (santé, enfance, logement) : les véritables axes du Mal.

QUELLE est la véritable signification de la deuxième guerre du Golfe annoncée? Comme toutes les guerres, la recherche des vrais mobiles et des causes alimente les débats et ajoute à la confusion.

Bush le petit

La responsabilité des leaders est évidente. George Bush, par exemple, fils de « bonne famille », n'est-il pas au fond un rejeton raté, actuellement en phase de montrer au père géniteur qu'il est enfin arrivé à un état de masculinité sans reproches? Caricature du « petit homme » de Wilhelm Reich, roulant des mécaniques en blouson d'aviateur pour se convaincre qu'il maîtrise quelque chose. Car il faut préciser : détenir le pouvoir n'est pas forcément le maîtriser. Et Bush le petit n'arrive pas à s'en convaincre.

En même temps, loin d'être un « intellectuel » malgré son éducation élitaire, il y a de fortes indications pour que ses invocations fréquentes du Saint-Esprit soient tout à fait sincères. Pendant sa campagne électorale, Bush fut interviewé par un journaliste sur « l'homme qu'il admirait le plus ». Il répondit : « Jésus-Christ ». Comment interpréter cette réplique? Il ne faut pas sous-estimer l'importance de la religion sur la mentalité des personnes, surtout aux États-Unis où 54 % des sondé(e)s disent qu'elle tient une place très importante dans leur vie (contre environ 15 % en France, en Angleterre et en Allemagne). En général, la « foi » comble un vide émotionnel ou une déficience analytique. Que notre petit homme soit véritablement croyant ne doit pas dans ce cas nous étonner.

Toutefois, en dehors de sa foi chrétienne, le petit Bush est un vrai cynique qui a le plus profond mépris des personnes qui n'appartiennent pas à son petit monde. Ce constat est net si l'on songe aux anecdotes sur la famille Bush relatées dans le dernier livre de Michael Moore, *Stupid White Men*. Les Bush se moquent éperdument de l'opinion des autres. Ils sont l'élite de la classe capitaliste. Donc, exécuter des êtres humains à tout va dans le Texas ou pulvériser des Irakiens ne leur pose aucun problème moral, pas plus que cela n'en pose à Ariel Sharon de massacrer des Palestiniens ou à Vladimir Poutine des

Tchéchènes. Que les dirigeants se pensent dans leur bon droit n'est pas nouveau et fait partie de l'arrogance propre aux classes dites « supérieures ».

Les « causes » d'une guerre annoncée

Dire que les guerres sont partie inhérente du système capitaliste peut sembler réducteur. Cependant l'acharnement guerrier du gouvernement Bush est à l'évidence une réponse à une crise financière certaine, conséquence de la relation entre le dollar et l'euro.

Le dollar domine les transactions financières internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale: situation institutionnalisée par la création du Fonds monétaire international (FMI) en 1944. Jusqu'en août 1971, le dollar était basé sur l'or à taux fixe et inchangeable, ce qui donnait une grande stabilité aux échanges monétaires. Le FMI assurait, en outre, le remboursement des créanciers. Les paiements se faisaient en dollars, ce qui permettait le renforcement des banques états-unienues et l'impression de dollars en grande quantité malgré l'affaiblissement croissant de l'économie.

L'euro perturbe considérablement la santé du dollar, les revenus des grandes sociétés et les institutions financières. Pourquoi?

Il est probable que le pétrole irakien joue un rôle central dans la hausse quelque peu spectaculaire du taux de l'euro dans les échanges. En octobre 2000, l'euro ne valait que 0,82 \$.

Aujourd'hui, il vaut bien plus qu'un dollar. Saddam Hussein semble en partie responsable de cette mauvaise évolution car, depuis novembre 2000, le pétrole irakien est coté en euros. D'autres pays règlent aussi leurs échanges commerciaux en euros, surtout au Moyen-Orient. Quant aux pays exportateurs de pétrole, ils ont tout à fait intérêt à suivre cette tendance car les Européens représentent de loin leur principal marché.

Quelles seraient les conséquences du choix de l'euro dans les échanges commerciaux mondiaux? Une aubaine pour les banques européennes. Par contre, le dollar, déjà en baisse, pourrait encore être plus surévalué. Plus question d'augmenter le nombre de dollars en circulation pour subvenir aux

besoins d'une économie de moins en moins productive.

À cette perspective peu reluisante pour l'économie états-unienne, il faut ajouter l'attrait que provoque l'euro pour les capitalistes russes et chinois, bien que les échanges commerciaux avec l'Europe se fassent en général en dollars. Le manque de stabilité du dollar, indissociable de l'arrogance de la politique étrangère du gouvernement des États-Unis, ne rassure guère cependant les dirigeants des deux pays où les facteurs de production sont prometteurs pour les élites. La zone euro servirait les futurs maîtres du monde.

Dans cette situation de crise potentielle pour l'économie du dollar, il n'est pas étonnant que soient mis en œuvre des moyens d'une extrême violence. L'enjeu est si important que même le souci de maintenir une façade de légitimité morale et juridique n'est plus de mise pour les dirigeants des États-Unis. Bush, Cheney, Rumsfeld et les autres n'ont que faire des victimes d'une guerre ou de la nature des régimes politiques. Ce qui leur importe, avant tout, c'est la logique implacable d'un système économique qui a largement épuisé sa force concurrentielle.

Bush et la dégénérescence

Le destin de Bush représente la dégénérescence d'un système politique de moins en moins capable de contenir les exigences du capitalisme dans sa phase impérialiste. De plus en plus, les droits civiques sont bafoués et font place à la répression; l'accroissement du nombre de prisons et de la proportion de la population qui s'y trouve le prouvent.

Ajoutez la dérive sécuritaire à la crise du dollar lié aux besoins de contrôler les ressources pétrolières, et vous avez les éléments clés pour comprendre les motivations de ce gouvernement pour une guerre qu'il qualifie de « préventive ». La prévention dont il est question ici n'a pas grand-chose à voir avec les « armes de destruction massive » que posséderait l'Irak. Et voilà la « ruse de l'histoire »: un nabot se transforme en faux géant pour mettre le monde à feu et à sang pour sauver un « empire » voué à disparaître.

Larry Portis

Quand l'autruche éternue...

Les bons comptes font les bons ennemis

« Saddam Hussein est responsable d'un million de morts. Ce qui fait nettement plus que le nombre de manifestants pour la paix, en France » (Pierre Lellouche, en direct de l'UMP). D'accord, mais c'est moins que le nombre de barils produits chaque jour par l'Irak, et moi je fais du sept litres au cent, ce qui est largement plus que... Bon alors, cette guerre, elle va commencer oui ou merde?

Évian en juin, Suisses au turbin

« On a pas été consultés sur le choix du site du G8. On n'a jamais connu pareil challenge, mais on participera activement » (Le département helvétique des affaires étrangères).

Nous, idem: pas consultés, sacré challenge, et participation, c'est sûr, active. On pourrait peut-être s'entendre?

Pour une guerre éclair qui dure

« Nous resterons en Irak le temps nécessaire, mais pas un jour de plus » (Bush).

Juste le temps de leur apprendre à dessiner Bambi, et d'inculquer à ces sauvages les bases du poker ouvert et de la country music. Okay, ça devrait nous prendre mille ans. Mais pas un jour de plus, okay?

L'omerta du génome

« L'escroquerie fiscale n'est pas dans les gènes corses » (J.-M. Colombani, rédac' chef du Monde, soupçonné de frauder le fisc).

Demandez à Doumé-de-Montreuil: c'est génétique, le Corse, il respecte l'impôt. En tout cas, celui qu'il encaisse.

À vos mouchoirs

« Je ne pourrais pas consacrer tout mon temps au Medef. Je serais malheureux » (Guillaume Sarkozy, frère aîné de Nicolas).

Malheureux? Parfaitement. Les pauvres n'imaginent pas ce qu'on peut endurer, certains jours, dans les locaux feutrés de la rue Pierre-I^{er}-de-Serbie. Leurs trucs aux Sarkozy, c'est pas la moquette, c'est le terrain. Pour Nicolas les effluves émanant des mâles uniformes, pour Guillaume l'odeur des palettes brûlant à l'entrée de l'usine. Et puis, ah! suprême poésie, le frisson parcourant l'échine du gréviste quand, dans l'aube à peine levée, débarquent des cars les gendarmes envoyés par le petit frère... Sublime!

Un autre monde est possible sans eux.

« Pourquoi militer? Parce que, nous, on refuse le chacun pour son cul » (Yves, membre d'Attac).

Ou l'on voit que la philosophie politique d'Attac progresse. Lentement.

Coupable, responsable, intouchable

« L'immunité n'empêche pas les mises en examen. Elle permet juste de prévenir les mesures privatives de liberté » (Charles Pasqua, qui en jout).

Comme c'est joliment dit... Pour s'évader de taule, mieux que la lime ou la corde en drap: le mandat de député européen! La prochaine fois, Bové, penses-y...

Fredo Ladrissé.

(sources: JDD, Libé, le Monde, le Parisien, Politis, Télérama, Zurban).

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Abus de profits

114 licenciements

ICE, CONSTRUCTEUR de matériel électrique employant 300 salarié(e)s, dont EDF a été l'unique client, a fait profiter aux actionnaires depuis 50 ans des largesses financières du service public. Aujourd'hui le libéralisme transformant EDF en centre de profit provoque chez ce sous-traitant 114 licenciements et 47 transferts suite à la fermeture du site de Meaux vers Alfortville et Brie-Comte-Robert pour la fin de ce mois. Profitant d'une baisse des commandes EDF, la direction lance un plan de restructuration disproportionné où se retrouvent externalisés des pans entiers du savoir faire des salarié(e)s (fabrication, bureau d'étude, recherche et développement, etc.).

Mais il serait facile de reporter la responsabilité unique sur le client, alors que l'autocratie des dirigeants et l'autosatisfaction devant la rentrée « facile » de l'argent des usagers d'EDF ont fait autant de dégâts que le libéralisme. Les salarié(e)s, pour la plupart des ouvrières, payé(e)s une misère (1 021 euros après 30 ans de maison, moins de 1 500 euros pour un technicien avec de l'expérience...) n'ont jamais évolué dans leur métier et n'ont eu aucune formation pour leur reclassement alors que l'évolution des technologies et la mutation d'EDF sont effectives depuis le début des années quatre-vingt-dix. Les quelques tentatives pour se désengager de son unique client se sont toutes soldées par des échecs (reconnu en AG par le PDG!) dus à des dysfonctionnements de l'entreprise malgré les mises en garde de salarié(e)s et de leurs représentants depuis des années.

À ce jour, le salarié(e)s, organisant des jours de grève, s'affrontent avec une direction refusant toute négociation sur les licenciements et sur les mesures d'accompagnement du plan social qui se limitent au strict minimum prévue par la convention collective. Le ras le bol des salarié(e)s face à l'indifférence affichée depuis toujours par les dirigeants justifie qu'aujourd'hui beaucoup d'entre eux espèrent faire partie du plan social pour quitter cette taule. Cette situation et la restructuration envisagée laisse augurer pour ceux qui resteront de bien douloureux lendemains. Trente ans de maison, de labeur au profit des actionnaires pour aujourd'hui être licencié(e) comme un chien, refusons-le!

Serge V.

Unité et solidarité pour Roland Veuillet

DEPUIS LE 3 FÉVRIER, Roland Veuillet, CPE (conseiller principal d'éducation) dans un lycée de Nîmes (Gard) est suspendu, pour des motifs officiellement inconnus (il n'aura accès à son dossier que le 12 mars), bien qu'il ne fasse de secret pour personne qu'il est bel et bien réprimé pour sa participation au mouvement de grève reconductible actuel contre le projet d'assistant d'éducation. Roland Veuillet a été militant du SNES jusqu'en septembre 2002, date à laquelle il a rejoint Sud, pour des raisons qui le regardent, mais qui sont vraisemblablement des conséquences des désaccords nés des grèves qui ont secoué l'Académie de Montpellier en 2000, aggravées par des divergences sur les modalités de la lutte syndicale dans son établissement actuel.

Roland Veuillet a été mis en cause par un collègue CPE, par ailleurs militant du SNes, connu pour ses responsabilités nationales, ce qui est doublement regrettable. Est-ce la raison pour laquelle le SNes et la FSU ne participent pas aux réunions de l'intersyndicale qui organise la défense de Roland. Quelles que soient les divergences entre personnes ou entre structures, face à la répression d'un collègue par la hiérarchie, c'est la solidarité syndicale qui doit primer. Il serait incompréhensible, et lourd de conséquences, que le SNes ne soutiennent pas, avec les autres syndicats, un collègue en butte à l'arbitraire, à l'autoritarisme de sa hiérarchie et à la répression pour fait de grève.

Correspondant

Informations brèves et décousues sur les migrations

Tchéchénie: épuration ethnique avec la complicité des puissances occidentales

Ce sont des crimes de guerre à répétition qui se produisent à Grozny, capitale en ruine de Tchétchénie. Les témoignages sur le génocide tchéchène se multiplient, à propos d'exécutions sommaires, tortures, assassinats, au nom de l'antiterrorisme. Car aux yeux de Poutine et de sa clique, tout Tchétchéne est un terroriste en puissance ou alors un maffieux.

Mais la Russie reste une puissance mondiale à ménager. Elle est entrée aujourd'hui dans le G8, groupe des huit États les plus riches du monde et s'aligne sur la politique paranoïaque des États-Unis, toujours au nom de la lutte contre le terrorisme. Contre « l'axe du mal », voici un axe Moscou-Washington-Londres et bien d'autres.

Au nom de cette lutte, l'usage de la torture est pratiquement légalisé, ce que soit en Russie contre les Tchétchènes ou aux États-Unis, notamment dans sa base « cubaine » de Guantanamo. Il y a de moins en moins de dictatures formelles dans le monde, mais des régimes se disant démocratiques ne se cachent plus pour torturer, assassiner y compris des civils.

Plus soucieux de leurs intérêts d'États et de leurs parts de marchés, la France et l'Europe laissent faire, voire se permettent de renvoyer des leaders tchéchènes vers la Russie.

Ainsi, Lom-Ali Aldamov, un ancien ministre indépendantiste tchéchène, vient de passer dix-neuf jours en zone d'attente à Roissy. Auparavant, il avait obtenu le droit d'asile en Géorgie, pays de l'ex-URSS. Pendant trois ans, il resta en Géorgie, avant qu'une série d'arrestations de militants tchéchènes ne l'incite à quitter ce pays pour arriver finalement à Roissy le 17 janvier 2003 et y demander l'asile politique. Le 20, il est entendu par un agent du ministère

des Affaires étrangères. Cinq jours plus tard, il reçoit un refus de la part du ministère de l'Intérieur au motif que sa demande est « manifestement infondée » et n'ayant pas pu, dans un premier temps, fournir de passeport.

Il faudra finalement l'action d'associations, dont l'Anafe (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers) et le Comité Tchétchénie de Paris ainsi qu'un recours le 6 février contre la mesure de refoulement au tribunal administratif de Pontoise pour que L.A. Aldamov soit autorisé à rentrer sur le territoire français pour y entamer une démarche auprès de l'Ofpra (Libération du jeudi 6 février 2003). Un petit désaveu pour Sarkozy, qui entendait éviter toute vague à quelques jours de la venue de Vladimir Poutine à Paris.

Vers une réforme du droit d'asile en France.

L'épisode ci-dessus montre à quel point le ministère de l'Intérieur entend s'emparer de ce dossier du droit d'asile. Si même un ancien ministre étranger est interdit d'accueil en France, quel sort attend la plupart des personnes demandeuses d'asile ?

Le gouvernement a donc prévu de réformer le droit d'asile en France, en se couvrant derrière une harmonisation européenne, les deux allant dans un sens restrictif. Il y a urgence de mesures pour que les demandeurs d'asile aient un minimum de conditions matérielles décentes, notamment un hébergement. Ce sont des mesures que la gauche plurielle au pouvoir pendant cinq ans aurait pu prendre et n'a pas voulu entreprendre, laissant encore une fois ce terrain à la droite.

Or, les mesures qui s'annoncent désormais prévoient surtout de nouvelles restrictions du droit d'asile. Ainsi Sarkozy pense-t-il résoudre les questions d'hébergement, puisque tout sera mis en œuvre pour que les réfugiés n'ac-

cèdent pas au territoire. Le projet de loi Sarkozy-Villepin qui devrait être discuté en mars multiplie les cas de figures où le demandeur d'asile est hors jeu.

On ne se plaindra pas de la remise en cause de « l'asile territorial » (asile temporaire accordé à des personnes issues de pays en proie à un état de guerre civile ou d'actes de terrorisme). Mais l'inclusion de ces cas de figure dans le cadre général du droit d'asile en France, ce qui est a priori positif, ne laisse pourtant pas d'espoir sur une amélioration de traitement des demandeurs d'asile en France. C'est en fait vers un affaiblissement du principe d'asile conventionnel (Convention de Genève de 1951) auquel on va assister. Et il va falloir se battre pour y faire face, d'autant que l'Ofpra (office français de protection des réfugiés et apatrides), qui était sous la seule tutelle du ministère des Affaires étrangères, sera sous surveillance du ministère de l'Intérieur (Sarkozy, encore une fois super-ministre).

Ainsi, le texte à discuter au Parlement propose d'instaurer une « protection subsidiaire » en lieu et place de l'asile territorial. Cette protection ne serait valable qu'un an, renouvelable, mais « pourra être refusé à tout instant » en cas de menace simple à l'ordre public.

L'Ofpra pourra refuser d'étudier le fond d'un dossier, s'il estime que le candidat à l'asile peut trouver protection « sur une partie du territoire de son pays ou sur une zone sécurisée gérée dans un pays voisin par les Nations Unies ».

Selon le quotidien *Le Monde* du 21 janvier 2003, « des procédures prioritaires ont été imaginées pour tenter de réduire encore les flux. L'examen de la demande sera accéléré dans les cas supposés frauduleux par la police ou la préfecture ou lorsque le demandeur dépose sa demande alors qu'il se trouve en centre de rétention en vue de son éloignement ». De la

même manière, des procédures accélérées sont prévues dans le cas où l'étranger est issu d'un « pays considéré comme un pays sûr ». Ainsi, des pouvoirs supplémentaires sont accordés à la police aux frontières pour retenir des personnes en zones d'attente, statuer à la place de l'Ofpra et, au final, refouler ces personnes.

Par ailleurs, le droit de contrôle du HCR (Haut-commissariat aux réfugiés) est particulièrement écorné puisque le projet de loi évince tout représentant du HCR de la Commission de recours des réfugiés (CRR).

Le Forum réfugiés dénonce également « l'absence d'indications précises sur le délai au terme duquel le demandeur se verra remettre par les préfectures un « document lui permettant de déposer une demande d'asile » et dont l'énoncé est renvoyé à un décret en Conseil d'État. C'est pourtant ici que les lois de la République sont le plus malmenées, par les pratiques dissuasives de certaines préfectures qui n'ont de cesse de renvoyer ailleurs et à plus tard les demandeurs d'asile qui se présentent à elles pour demander protection. Pratiques que le précédent ministre de l'Intérieur a laissées s'installer et que l'actuel n'a pas encore rectifiées ».

En résumé, il faut dénoncer l'attitude hypocrite qui consiste à se retrancher derrière une harmonisation européenne pas encore arrêtée et à retenir de cette harmonisation future les mesures qui précariseront le plus les personnes demandeuses d'asile, notamment celle qui remet en cause le principe du statut de réfugiés et l'octroi d'une carte de résident permanent (10 ans renouvelables) pour les réfugiés statutaires, en donnant la possibilité de substituer à ce statut une « protection subsidiaire » d'un an, renouvelable sous condition.

Hervé

Renforçons la lutte des sans-papiers sur tous les terrains

COMME nous l'écrivions dans notre numéro d'octobre, les effets d'annonce du ministre de l'Intérieur, grand humaniste, ne pouvaient tromper personne. On nous annonçait un réexamen des dossiers tenant compte « du plan social et humain ». En fait d'humanité, les refus sans réexamen tombent en cascade (est-ce le fameux raccourcissement de la procédure annoncé?) et le harcèlement judiciaire et policier contre les immigrés ne laisse aucun doute quant à la volonté d'ouverture du gouvernement.

Publiée en décembre, la circulaire d'« harmonisation des critères de régularisation » de Sarkozy développe la suspicion sur les dossiers des malades, de regroupement familial et sur les preuves de séjour. Elle réduit au strict minimum les régularisations exceptionnelles à la libre appréciation des préfets annoncées à grands renforts de publicité.

À Lille et ailleurs, les enquêtes se systématisent sur les mariages et se transforment en garde-à-vue pour défaut de papiers. La police traque les sans-papiers dans toute la métropole (interpellations au marché de Wazemmes, dans le métro malgré des titres de transport en règle... et - chose nouvelle - à l'issue de manifestations!). Les placements illégaux en rétention se multiplient. La mobilisation constante des sans-papiers eux-mêmes permet parfois d'empêcher l'État de commettre les violations les plus flagrantes de ses propres lois. Mais devant l'indifférence de l'opinion et l'absence de soutien, c'est l'arbitraire tout puissant de l'État policier qui reste la règle quelles qu'en soient les conséquences. Djellali, membre du Comité des sans-papiers 59 expulsé en décembre, est aujourd'hui en prison en Algérie. Ricardo Barrientos, maintenu plié en deux pour le faire taire par les policiers qui l'escortaient, est mort le 30 décembre dans l'avion qui devait le renvoyer en Argentine. Deux réfugiés sont morts dans le Calaisais, l'un écrasé par une voiture alors qu'il fuyait la police qui harcelé les sans-papiers depuis la fermeture du camp de Sangatte.

Comment faire cesser cette hécatombe ?

On peut, certes, distribuer du café et des couvertures aux sans-papiers du Calaisais. Ce qui arrange bien l'État: en assumant à sa place et même à sa demande l'assistance aux indigents, on évite de poser toute question politique, alors que ni la fermeture ni le maintien du centre de Sangatte ne constituent une solution! Et on oublie de dénoncer l'extension du centre de rétention voisin de Coquelles.

On doit aussi exiger la régularisation de tous les sans-papiers sur le territoire européen. Mais se limiter à cette mesure exceptionnelle, c'est accepter qu'après celle-ci, la machine à créer des clandestins continue à fonctionner à plein. Une chose qu'a bien comprise le gouvernement post-fasciste italien, puisqu'au même moment où il régularise massivement, il renforce sa législation anti-immigrés et le chef du gouvernement exalte les vertus du travail au noir.

L'État s'est construit en inventant les notions de frontières, de citoyenneté (matérialisée par la carte d'identité), de nation comme conditions indispensables à la survie du groupe national. Cette idéologie repose sur l'enfermement sur soi, la peur et donc l'exclusion de l'autre et la discrimination. La fermeture des frontières, l'exploitation de l'« étranger » avec ou sans papiers sont les formes d'un racisme omniprésent inhérent à la conception d'État-nation.

Pour lutter contre ces formes visibles de l'oppression étatique, c'est bien plus qu'une rupture dans la politique d'immigration qu'il faut exiger. En effet, des ruptures, il y en a eu: au début des années soixante dix, les besoins en main d'œuvre de l'industrie autorisent le patronat à aller chercher des travailleurs immigrés dans les anciennes colonies. Aujourd'hui ils sont considérés comme la cause du chômage. Mais il n'y a pas de frontière pour les informaticiens venus des pays les plus pauvres ni pour les athlètes de haut niveau: l'étranger source de profit a toujours la cote dans le système capitaliste. Si l'immigré ne disposant pas de qualification reconnue n'est plus officiellement le bienvenu chez les riches, le sans-papier fait bien leur affaire. Taillable et corvéable à merci, cette main d'œuvre bon marché (non déclarée, sans protection sociale ni revenu minimum) sert la délocalisation sur place, dont les économies « nationales » ne peuvent se passer. La persistance de l'exploitation des sans-papiers est non seulement causée mais voulue par le système capitaliste et l'État qui le sert. En donnant actuellement la chasse aux sans-papiers, Sarkozy cherche à les faire se terrer et accepter leur exploitation sans mot dire!

À bas toutes les frontières!

Exiger la liberté de circulation et d'installation des personnes, ce n'est pas seulement demander un réaménagement des politiques migratoires. Les frontières sont faites pour être fermées. Il ne faut pas seulement vouloir les ouvrir, mais lutter pour les supprimer parce qu'elles sont les instruments de l'oppression économique, sociale et morale que nous subissons tous. Il ne faut pas seulement vouloir des papiers pour tous, mais pas de papiers du tout!

L'urgence est à la construction du rapport de force avec les sans-papiers en lutte face au racisme d'État. Nous devons soutenir tous les sans-papiers qui s'organisent, sur tous les terrains: renforcer leurs mobilisations, dénoncer toutes les formes d'arbitraire (suspicion systématique, contrôles d'identité, arrestations...) et d'exploitation, organiser la résistance aux expulsions dans les aéroports comme devant les centres de rétention.

Hélène et Julien

FA - Lille

Le silence du conseil de l'Ordre des médecins

PAR SON SILENCE APPROBATEUR, le conseil national de l'Ordre des médecins collabore à une politique ouvertement discriminatoire et xénophobe. Dans un courrier daté du 22 janvier, nous nous étonnions de le voir cautionner de nouvelles législations concernant les étrangers malades. Or, à ce jour, nous n'avons reçu aucune réponse.

Association de lutte contre le sida, nous sommes confrontés quotidiennement aux problèmes de précarité rencontrés par les étrangers malades dont nous suivons les dossiers de demande de régularisation. Après la modification de l'AME, qui aura de lourdes conséquences sur l'accès aux soins des migrants, la circulaire Sarkozy du 10 janvier 2003, qui remet en cause les dispositions de l'article 12 bis de l'ordonnance de 1945, est inquiétante.

Cet article 12 bis-11 stipule que doit être délivré un titre de séjour temporaire à l'étranger malade, atteint de pathologies graves, sous réserve qu'il ne puisse bénéficier

d'un traitement approprié dans son pays d'origine et pour qui l'absence de soins aurait des conséquences d'une exceptionnelle gravité.

La circulaire de Sarkozy, en insistant sur le « caractère exceptionnel » de ce dispositif, lance une véritable suspicion, autant sur les étrangers concernés que sur les médecins. Ces derniers distribueraient, avec trop de largesse, les certificats médicaux. N. Sarkozy appuie ses soupçons sur des données connues de lui seul. Pour pallier ces prétendus abus, il est demandé aux préfetures de « mettre en œuvre les moyens de contrôle à votre disposition, en particulier la saisine du conseil de l'Ordre des médecins et, sans hésiter, en cas de fraude avérée, à en saisir le parquet ».

Selon sa charte, l'Ordre des médecins est « le garant en France de la déontologie médicale et, au-delà, de la qualité des soins ». Par ailleurs, il est chargé, par ordonnance gouvernementale, de « veiller au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la

médecine et à l'observation par tous ses membres des devoirs professionnels et des règles édictées par le Code de déontologie » (article L.382 du Code de la santé publique).

De plus, le conseil national de l'Ordre des médecins a une position consultative auprès des pouvoirs publics. Il émet un avis sur toute mesure le concernant. Pourtant, en se taisant, il semble avoir approuvé une circulaire accusant de fraudeurs des médecins ayant des « files actives » à majorité étrangères, ce qui est pour le moins peu conforme à sa charte. Rappelons au passage, que le certificat médical délivré par le médecin est ensuite soumis à l'avis du médecin de la préfecture et que, en 2001, 4300 personnes ont reçu ce titre de séjour (chiffres fournis par la DPM).

Act Up-Paris exige que le conseil national de l'Ordre des médecins prenne publiquement position sur cette circulaire en étant fidèle aux principes énoncés par sa charte

Act Up-Paris

Roms et Français unis dans la lutte

LES ROMS DE ROUMANIE sont sur toute la France à peine trois ou quatre mille personnes. Pour expliquer qui nous sommes, commençons par ce que nous ne sommes pas : contrairement à ce que dit une certaine presse, nous ne sommes pas des gens venus en quête d'eldorado, nous ne sommes pas des déracinés, des nomades ou des gens du voyage, nous ne sommes pas non plus des proxénètes et il n'y a pas de prostitué(e)s parmi nos enfants.

Nous sommes des familles qui veulent s'intégrer dans la société française, avoir une vie normale et pouvoir offrir à nos enfants un avenir meilleur, avec l'accès à l'éducation et à l'assistance médicale. Ce n'est pas la misère générale de la Roumanie qui nous pousse en France, c'est la constatation qu'il existe en Roumanie un mécanisme qui provoque cette misère et qui écrase spécifiquement les Roms, que la corde se resserre autour de notre cou et de celui de nos enfants, que les chiens de Bucarest ont droit à plus de compassion et que nous refusons le cercle de la délinquance.

Nous demandons avec détermination : la régularisation, avec droit de travailler, de tous les sans-papiers ; l'arrêt des expulsions ; le droit d'avoir un logement décent ; le droit à la scolarisation de nos enfants ; le respect des droits de l'homme ; le droit de bénéficier de l'assistance médicale ; le droit à la libre circulation.

Nous pourrions réussir si nous sommes ensemble.

Collectif des Roms de France

Le Collectif de Roms de France vous appelle à participer à la manifestation à Paris le 15 mars 2003 à 14 heures, place de la République.

Jeux interdits

ON NE DEVRAIT PAS jouer avec l'antisémitisme. C'est pourtant ce que fait le ministre de l'Éducation en faisant de quelques cas une généralité, en prétendant combattre le communautarisme, c'est l'ensemble des « jeunes Arabes des quartiers » qu'il stigmatise. C'est ce que font aussi les institutions sionistes, qui se déchainent contre l'extrême gauche accusée d'antisémitisme parce qu'elle s'oppose à la politique d'Israël. C'est également ce que font nombre d'organes de presse.

Les militants de la CNT de l'éducation travaillent dans les quartiers populaires. Ils peuvent témoigner de l'effort quotidien des enseignants et des associations pour combattre tous les racismes. Ils sont en droit d'affirmer que jamais on n'a mieux ni autant parlé du génocide antijuif qu'aujourd'hui dans les écoles, à tout niveau.



Un exemple : dans le XX^e arrondissement de Paris, dont on a beaucoup parlé parce qu'un élève juif a subi des brimades inadmissibles de la part de quelques élèves, des plaques ont été apposées dans toutes les écoles, à l'initiative d'enseignants et d'anciens déportés, à la mémoire des enfants juifs que l'État français a envoyés dans les camps de la mort ; des classes ont rencontré des survivants, travaillé sur ce sujet, enquêtant, produisant des textes, des représentations théâtrales.

Une bonne partie de ces élèves sont d'origine maghrébine, cet effort a été soutenu par leurs parents.

Ce n'est pas cela qui intéresse ceux qui soufflent sur les braises, mais c'est cela qui compte.

CNT-Éducation
fede-educ@cnt-f.org

Nouvelle-Zélande

L'actualité des young blacks

L'ANARCHISME en Nouvelle-Zélande (ou Aotearoa selon les Maoris) a des difficultés à se développer comme dans tout pays de faible tradition libertaire. Toby, du groupe Wildcat qui édite la revue Thrall à Wellington, a accepté de brosser un tableau de cette partie de la planète riche en paysages naturels et terre des Indiens maoris, un des premiers peuples à utiliser son propre corps comme un art, avec tatouages et « piercings ».

Le mouvement anarchiste néo-zélandais est petit, mais montre des signes encourageants. Actuellement, des groupes fonctionnent à Auckland (Class war, youth anarchist organisation), à Wellington (Committee for the establishment of civilisation, Freedom shop collective, Wildcat), et à Christchurch (Anarchist round table ou Art). Il y a aussi des regroupements informels à Hamilton et Dunedin, et une section de l'union syndicaliste Industrial Workers of the World (IWW), à Dunedin.

Une conférence nationale anarchiste organisée par Art, à Christchurch l'an passé attira plusieurs dizaines de personnes. Il faut considérer qu'un quart de la population totale (4 millions d'habitants) vit à South Island, et que ce pays n'a pas de tradition politique radicale, même de lutte.

Comme souvent, les activités des groupes sont nombreuses et variées. Certains sont focalisés sur les luttes locales, comme à Wellington où on a tenté d'empêcher la construction d'une autoroute inutile qui passerait au milieu de la ville, détruisant diverses habitations et même Freedom Shop, qui est l'unique librairie anarchiste de Nouvelle-Zélande. Cette lutte a entraîné des occupations, manifestations, ripostes policières. Des gardes de sécurité ont tenté d'expulser Freedom Shop. La librairie continue à fonctionner mais son avenir est incertain. Class war youth, de Auckland, était récemment lourdement investi dans une grève pour appuyer des enseignants du secondaire. Ils ont aussi participé à des actions directes contre la privatisation de l'eau à Auckland. Art est investi dans la construction d'un centre activiste et aide à produire un journal local. La majorité des groupes est active dans l'opposition à la guerre des élites américaines « contre le terrorisme ».

La faiblesse majeure du mouvement de ce pays c'est la faible influence sur le monde du travail; dans un passé récent, cette

influence était plus forte mais il y a eu déclin. La section des IWW s'efforce d'inverser la situation mais cela reste difficile.

D'un autre côté, le mouvement anarchiste touche plus de gens. Il y a eu une évolution vers un anarchisme de lutte de classe, essentiellement sous l'influence de la revue Thrall, la plus grande revue anarchiste du pays, produite par un collectif d'anarcho-communistes et d'anarchosyndicalistes à Wellington et Christchurch.

L'anarchisme de lutte de classes semble bien être en train de se relever dans un pays qui a été l'objet d'attaques du néolibéralisme sur les niveaux de vie, les salaires et conditions de travail, alors qu'environ 30 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Sans en être arrivé à la situation de l'Argentine, la Nouvelle-Zélande était un des pays les plus riches du monde dans les années soixante et est devenu un des pays avec le niveau de vie le plus bas de la région.

Entre-temps, l'assaut néolibéral et la récession actuelle ont généré une grande résistance de la classe travailleuse. Mais la résistance est isolée et sous contrôle, comme les occupations de terres des Maoris au milieu des années quatre-vingt-dix. La majorité des Néo-Zélandais est apathique, ils se sentent sans pouvoirs pour changer les choses, et manifestent peu d'intérêt pour la politique radicale.

Ce que l'on appelle le « mouvement anticapitaliste » a récemment réactivé son intérêt pour l'anarchisme. Des « carnivals contre le capitalisme » ont été organisés à Wellington. Parallèlement à ces carnivals, des contacts ont été pris avec des groupes d'autodétermination de Maoris anticapitalistes qui sont partie prenante de l'Action globale des peuples. L'AGP néo-zélandaise organisera bientôt sa première réunion publique à Wellington. Cela sera la première fois que des groupes maoris montreront leur attrait pour l'anarchisme et pour les formes anarchistes décentralisées d'organisation.

Pour plus d'infos: Thrall, POB 22-076, Christchurch, Aotearoa, New Zealand
ou par Internet: www.thrall.orcon.net.nz

Traduction: Relations internationales de la FA.
Sources: Mrs Ana



Les libertaires des antipodes ne manquent pas de dynamisme. Panorama.

Venezuela, carrefour pour nulle part

Rafael Uzcátegui



Dans une Amérique latine qui part à la dérive, le Venezuela fait figure de château de sable.

L LE 2 DÉCEMBRE 2002, le gouvernement vénézuélien présidé par Hugo Chavez faisait face aux trois grèves appelées par la CTV (principale centrale syndicale), Fedecámaras (syndicat patronal) et la Coordinadora Democrática (coalition de partis d'opposition et de diverses organisations civiles). En à peine un an, le gouvernement a subi les coups de tempête d'une grève générale, un coup d'État, deux arrêts d'activité et la mobilisation populaire croissante de rejet et aussi d'adhésion à son mandat. Que s'est-il passé avec ce que l'on a appelé la « révolution bolivarienne » [du nom de Simon Bolívar, fondateur du pays, ndt] – choisie en 1998, et relégitimée dans les urnes en 2000 par une majorité brumeuse – qui a provoqué la crise politique vécue ces derniers temps par le pays sud-américain ?

L'évolution de la Constitution, adoptée en 1999, tronqua dès le départ une réelle participation populaire: six mois pour cristalliser la rédaction d'une nouvelle Constitution, où la majorité officielle à l'Assemblée et élue pour cela se passa d'un réel débat et d'un consensus. Cette anecdote ne fut pas une exception, mais une démonstration du renouvellement des bureaucraties et de l'exclusion

camouflée après les appels à la mobilisation populaire. Les principaux partis chavistes (MVR, MAS-oficialista et PPT), en plus d'acteurs issus des forces armées, occupèrent les principaux lieux de décision de l'État sans les transformer, ni substantiellement ni de façon révolutionnaire: des institutions clés comme le Conseil national électoral, le Tribunal suprême de justice ou la principale industrie du pays les Pétroles de Venezuela SA (PDVSA).

Un autre élément catalyseur de la crise a été l'impossibilité manifeste de concrétiser dans les faits les propositions de combattre la corruption, diminuer la pauvreté et augmenter la qualité de la vie en général (pour les chiffres, consulter le rapport annuel de l'organisation des droits humains Provea sur www.derechos.org/ve).

La grève

Le mercredi 4 décembre, deux jours seulement après son début et avec un succès relatif dans la moyenne et grande industrie privée, la grève montrait des signes de faiblesse. Le ralliement des travailleurs de la Marine marchande et de PDVSA fut un signe décisif. Il y eut de plus une dynamique croissante de mobilisation, progressivement interclassiste, de per-

sonnes sans appartenance à des partis politiques et dont beaucoup d'entre elles avaient voté pour Chavez à la dernière consultation électorale. Ceux qui avaient appelé à la grève générale mirent en évidence une stratégie obscure, peu claire et contradictoire. Indistinctement, ils demandèrent la démission du président, la réalisation d'un référendum consultatif, la tenue d'élections immédiates, l'application de la Charte inter-américaine démocratique de l'Organisation des États américains et la prise du pouvoir par des membres des forces armées (coup d'État). Cette dernière demande fut écartée après la « suggestion » du Département d'État des États-Unis « d'élections anticipées » comme sortie de la crise.

Ceux qui s'opposent à Chavez se trouvent dans un éventail politique multicolore qui va de la droite la plus récalcitrante à l'extrême gauche. Des intellectuels et activistes révolutionnaires de longue date comme Domingo Alberto Rangel, Agustín Blanco Muñoz, Rafael Iribarren, Humberto D'Carli y Nelson Méndez ont évoqué les inconsistances d'un gouvernement aux paroles incendiaires, aux attitudes populistes et incompétent; et ont en pris leurs distances avec les secteurs

Rafael Uzcátegui écrit pour le journal *El Libertario* de Caracas.

qui appauvrirent le Venezuela durant quatre décennies et qui ont capitalisé, relativement, le mécontentement contre le régime.

Le présent, le futur

Au moment où cet article est écrit, il est question de la tenue du référendum consultatif, une modalité électorale cautionnée par la nouvelle Constitution mais, paradoxalement, éludée par le président qui l'a décrétée. Des secteurs favorables au président et l'opposition commencent à envisager la possibilité de réaliser une réforme constitutionnelle qui réduise la période de la présidence et ouvre le chemin à des élections générales anticipées. Entamer un nouveau processus constitutionnel, sans les limitations et les manipulations de la précédente édition, est une autre proposition qui a rencontré de l'écho dans les discussions. D'autre part, la création d'un « Groupe des amis du Venezuela », emmené par le Brésil, et intégré par des pays comme le Mexique, le Chili et les États-Unis prétend fortifier le travail de médiation dans le conflit que le secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, a commencé il y a deux mois au Venezuela. Tout cela dans un contexte d'intolérance et de polarisation, et dont la violence politique a coûté la vie à au moins 48 Vénézuéliens au cours de la dernière année dans des affrontements de rue.

L'illusion persiste que Chavez aurait initié un quelconque type de révolution socialiste. Il faut revoir les conditions dans lesquelles son gouvernement a négocié, récemment, la concession de l'exploitation de la plus

grande réserve de gaz du pays, la Plate-forme Deltana, aux transnationales British Petroleum, Exxon Mobil, Chevron Texaco et Statoil pour trente ans. Démontez la supercherie est une tâche ardue tant à l'intérieur qu'en dehors du pays, et ceux qui le font dans une démarche révolutionnaire subissent les moqueries (« agents de la CIA », « laquais de l'oligarchie », etc.) et la menace (Blanco Muñoz, pour citer un exemple, a comptabilisé quarante appels téléphoniques de menaces de mort).

Et les libertaires dans tout ça ? Nous savons parfaitement que des élections aboutiront à un partage du gâteau qu'est l'État, en recomposant les alliances entre partis et la place des nouvelles et des anciennes bureaucraties au sein du pouvoir. Notre travail doit conjurer les risques de l'immédiateté et être placé au cœur de l'effervescence de divers ordres, avec des valeurs et des politiques autonomes et anticapitalistes. Transformer la déception croissante des citoyens, face aux représentants médiatiques de quelque tendance que ce soit, avec la motivation principale de construire une alternative distincte et qui leur soit antagonique. « Capitaliser » dans les consciences les espaces actuels ouverts de participation populaire et l'expérience de mobilisations citoyennes vécues ces dernières années. L'inefficacité du projet étatique de Chavez et la proposition néolibérale présentée par la Coordination démocratique, proposition illustrée par la situation de nos voisins argentins, seront des motivations pour continuer à tisser des réseaux qui valorisent notre proposition autogestionnaire et anticapitaliste. **R.U.**



L'amitié selon Castro et Chavez



Bolivie

La tension persiste

PLUS DE 1 500 MEMBRES de la Fédération des travailleurs des mines de Huanuni ont pris la semaine dernière le chemin de la ville d'Oruro dans l'intention de définir ensemble les moyens de pression qu'ils mettraient en œuvre contre le gouvernement, s'il refusait la réouverture des puits sous la direction de coopératives locales. Ils eurent à faire face à un déploiement de force impressionnant : véhicules blindés, troupes de l'armée et de la police puissamment équipées. Le gouvernement entendait ainsi leur interdire l'accès à la ville, prétextant de l'importante quantité de dynamite que les mineurs auraient emportée avec eux, et d'atteintes à la propriété publique et privée probables dans ces conditions. Le vice-ministre de l'Intérieur, José Luis Harb, a souligné la détermination des forces armées à empêcher l'introduction d'explosifs dans la ville d'Oruro ; 32 cartouches auraient été saisies. Un mineur, Adrián Martínez, 48 ans, a trouvé la mort au cours des affrontements, frappé par une balle. Les travailleurs du sous-sol dénoncent une politique gouvernementale qui vise, selon eux, à faire taire les protestations des couches sociales les plus défavorisées. Il est possible qu'ils radicalisent leurs modes d'action. Ailleurs, sur la route des puits de pétrole de Carrasco Tropical, ce sont deux ponts qui ont été détruits. L'attentat, perpétré apparemment au moyen de tronçonneuses, est attribué par les forces armées aux cocalleros, cultivateurs de coca, de la région.

M.L.

Source : Indymedia Argentine

La Commune par elle-même

18 mars 1871

Travailleurs,

L'INSOLIDARITÉ des intérêts a créé la ruine générale, engendré la guerre sociale; c'est à la liberté, à l'égalité, à la solidarité qu'il faut demander d'assurer l'ordre sur de nouvelles bases, de réorganiser le travail qui est condition première.

Travailleurs,

La révolution communale affirme ces principes, elle écarte toute cause de conflit dans l'avenir. Hésitez-vous à lui donner votre sanction définitive? L'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale.

Nous avons revendiqué l'émancipation des travailleurs et la délégation communale en est la garantie car elle doit fournir à chaque citoyen les moyens de défendre ses droits, de contrôler d'une manière efficace les actes de ses mandataires chargés de la gestion de ses intérêts et de déterminer l'application progressive des réformes sociales.

L'autonomie de chaque commune enlève tout caractère oppressif à ses revendications et affirme la République dans sa plus haute expression.

Nous avons combattu, nous avons appris à souffrir pour notre principe égalitaire, nous ne saurions reculer alors que nous pouvons aider à mettre la première pierre de l'édifice social.

Qu'avons-nous demandé? L'organisation du crédit de l'échange, de l'association afin d'assurer au travailleur la valeur intégrale de son travail. L'instruction laïque et intégrale; le droit de réunion et d'association, la liberté absolue de la presse, celle du citoyen; l'organisation au point de vue municipal des services de police, de force armée, d'hygiène de statistique, etc.

Travailleurs,

Nous avons été dupes de nos gouvernants, nous nous sommes laissés prendre à leur jeu alors qu'ils caressaient et réprimaient tour à tour les factions dont l'antagonisme assurait leur existence.

Aujourd'hui le peuple de Paris est clairvoyant, il se refuse à ce rôle d'enfant dirigé par le précepteur et dans les élections municipales, produit d'un mouvement dont il est lui-même l'auteur, il se rappellera que le principe préside à l'organisation d'un groupe, d'une association est le même qui doit gouverner la société entière et comme il rejeterait tout administrateur, président imposé par un pouvoir en dehors de son sein, il repoussera tout maire, tout préfet imposé par un gouvernement étranger à ses aspirations.

Il affirmera son droit supérieur au vote d'une assemblée de rester maître dans sa ville et de constituer comme il lui convient sa représentation municipale sans prétendre l'imposer aux autres.

Dimanche 26 mars, nous en sommes convaincus, le peuple de Paris tiendra à l'honneur de voter pour la Commune.

Les délégués présents à la séance de nuit du 23 mars 1871
Association internationale des Travailleurs
Conseil fédéral des sections parisiennes

Gustave Lefrançais

À propos de la création du comité de salut Public
CONSIDÉRANT que l'institution d'un comité de salut public aura pour effet essentiel de créer un pouvoir dictatorial qui n'ajoutera aucune force à la Commune. Attendu que cette institution serait en opposition formelle avec les aspirations politiques de la masse électorale dont la Commune est la représentation. Attendu en conséquence que la création de toutes dictatures par la Commune serait de la part de celle-ci une véritable usurpation de la souveraineté du peuple, nous votons contre.

Paris le 2 mai 1871: Andrieu, Langevin, Ostyn, Vermorel, V. Clément, Theiz, Sérailler, Avrial, Malon, Lefrançais, Pindy, Coubert, Girardin, Clémence, Arnould, Beslay, Vallès, Varlin, Jouve.

Manifeste du comité des vingt arrondissements

LA COMMUNE est la base de tout État politique... Elle doit être autonome, c'est-à-dire se gouverner et s'administrer elle-même... L'autonomie de la Commune garantit au citoyen, la liberté, l'ordre à la cité, et la fédération de toutes les communes augmente par la réciprocité, la force, les débouchés et les ressources de chacune d'elle en la faisant profiter des efforts de toutes. Elle implique:

- La liberté la plus complète de parler, d'écrire de se réunir et de s'associer;

- Le respect de l'individu et l'inviolabilité de sa pensée;

- La souveraineté du suffrage universel, restant toujours maître de lui-même et pouvant se convoquer et se manifester incessamment,

- Le principe de l'élection à tous les fonctionnaires et magistrats;

- La responsabilité des mandataires et par conséquent leur révocabilité permanente;

- Le mandat impératif, c'est à dire précisant et limitant le pouvoir et la mission du mandataire...

Sur l'organisation de la Garde nationale

LA FÉDÉRATION républicaine de la Garde nationale est organisée ainsi qu'il suit: l'Assemblée générale des délégués; le cercle de bataillon; le conseil de guerre; le comité central. L'Assemblée générale est formée d'un délégué élu à cet effet dans chaque compagnie sans distinction de grade. D'un officier par bataillon élu par le corps des officiers et du chef de chaque bataillon. Ces délégués quels qu'ils soient sont toujours révocables par ceux qui les ont nommés:

- Le cercle de bataillon est formé de trois délégués par compagnie sans distinction de grade. De l'officier délégué à l'assemblée générale. Du chef de bataillon.

- Le conseil de légion est formé: de deux délégués par compagnie sans distinction de grade. Des chefs de bataillon de l'arrondissement.

- Le comité central est formé de deux délégués par arrondissement, élus sans distinction de grade par le conseil de légion. D'un chef de bataillon par légion, élus par ses collègues.

Les réunions de l'assemblée générale auront lieu les premiers dimanches du mois, sauf urgence.

Paris le 20 mars 1871



Les communards devant la colonne Vendôme

Les étrangers peuvent-ils être admis à la Commune?
CONSIDÉRANT que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle; considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyens aux étrangers qui la servent. Que cet usage existe depuis longtemps chez les nations voisines. Considérant que le titre de membre de la commune étant une marque de confiance plus grande encore que le titre de citoyen, comporte implicitement cette dernière qualité.

La commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis. La commission propose l'admission du citoyen Léo Frankel.

Paris le 30 mars 1871

La colonne Vendôme

LA COMMUNE de Paris considère que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République: la fraternité!

Sur l'éducation

LES DÉLÉGUÉS de la société « l'éducation nouvelle » ont été reçus par les membres de la Commune et lu une déclaration:

À la commune de Paris,

Considérant la nécessité qu'il y a sous une république à préparer la jeunesse au gouvernement d'elle-même par une éducation républicaine qui est toute à créer.

Considérant que la question de l'éducation, laquelle n'est exclusive d'aucune autre, est la question mère qui embrasse et domine toutes les questions politiques et sociales et sans la solution de laquelle il ne sera jamais fait de réformes sérieuses et durables.

Considérant que les maisons d'instruction et d'éducation entretenues par la commune, par le département ou par l'État doivent être ouvertes aux enfants de tous les membres de la collectivité, quelles que soient les croyances intimes de chacun d'eux. Les soussignés, délégués de la société l'« éducation nouvelle », demandent d'urgence, au nom de la liberté de conscience, au nom de la justice:

Que l'instruction religieuse ou dogmatique soit laissée tout entière à l'initiative et à la direction libre des familles et qu'elle soit immédiatement et radicalement supprimée pour les deux sexes, dans toutes les écoles, dans tous les établissements dont les frais sont payés par l'impôt.

Que ces maisons d'instruction et d'éducation ne contiennent aux places exposées aux regards des élèves ou du public aucun objet de culte, aucune image religieuse.

Qu'il n'y soit enseigné ou pratiqué, en commun, ni prières, ni dogmes, ni rien de ce qui est réservé à la conscience individuelle.

Qu'on n'y emploie exclusivement que la méthode expérimentale ou scientifique, celle qui part toujours

de l'observation des faits, quelle qu'en soit la nature physiques, moraux, intellectuels.

Que toutes les questions du domaine religieux soient complètement supprimées dans tous les examens publics et principalement dans les examens pour brevets de capacité. Qu'enfin les corporations enseignantes ne puissent plus exister que comme établissements privés ou libres.

La qualité de l'enseignement étant déterminée tout d'abord par l'instruction rationnelle, intégrale qui deviendra le meilleur apprentissage possible de la vie privée, de la vie professionnelle et de la vie politique ou sociale. La société « l'éducation » nouvelle émet en outre le vœu que l'instruction soit considérée comme un service public de premier ordre qu'en conséquence, elle soit gratuite et complète pour tous les enfants des deux sexes à la seule condition du concours pour les spécialités professionnelles.

Enfin, elle demande que l'instruction soit obligatoire en ce sens qu'elle devienne un droit à la portée de tout enfant quelle que soit sa position sociale et un devoir pour les parents ou pour le tuteur ou pour la société.

Les délégués nommés dans la séance du 26 mars 1871 à l'école Turgot: Henriette Garoste; Louise Lafitte; J. Manier; J. Rama; Rheims; Maria Verdure

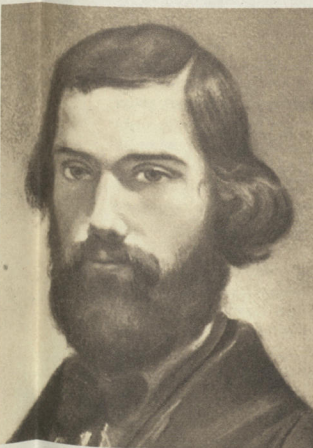
Sur les clubs

CRÉÉS avec l'avènement de la République, ils se multipliaient sous la Commune. Les églises furent transformées en lieux ouverts à tous et à toutes. Il fonctionnaient selon la formule de la démocratie directe: un président et deux assesseurs élus par séance. Ce sont eux qui demandèrent la destruction de la colonne Vendôme.

« Il est temps d'en finir avec le vieux monde pourri et corrompu qui vit à nos dépens. Il faut que le travail soit maître! Vainquons et proclamons universellement que celui qui ne produit pas ne doit pas consommer et notre œuvre splendide et grandiose sera reçue comme la délivrance ».

Le club de la révolution (église Saint-Bernard XVIII^e). C'est avilir l'homme et la femme que de s'en servir comme esclave. Un autre vice de la société actuelle, ce sont les riches, qui ne font que bien boire et bien s'amuser sans prendre aucune peine. Il faut les extirper, ainsi que les prêtres et les religieuses. Nous ne serons heureuses que nous n'aurons plus ni patrons, ni riches ni prêtres! La plaie sociale qu'il faut d'abord fermer c'est celle des patrons qui exploitent l'ouvrier et s'enrichissent de ses sueurs. Plus de patrons qui considèrent l'ouvrier comme une machine à produire. Que les travailleurs s'associent entre eux, qu'ils mettent leurs labeurs en commun.

Club de la délivrance (église de la Trinité). Je suis athée, socialiste et révolutionnaire. Athée, parce qu'en fouillant les annales des peuples de l'univers, en considérant les événements contemporains, j'ai constaté que chaque fois qu'on avait eu du sang à verser, une grande iniquité à commettre, on s'était abrité derrière une divinité quelconque.



Jules Vallès

Tous ces textes et d'autres sont disponibles sur le site des Incredibles anarchistes: incrediblesanarchistes.org

Pornographie

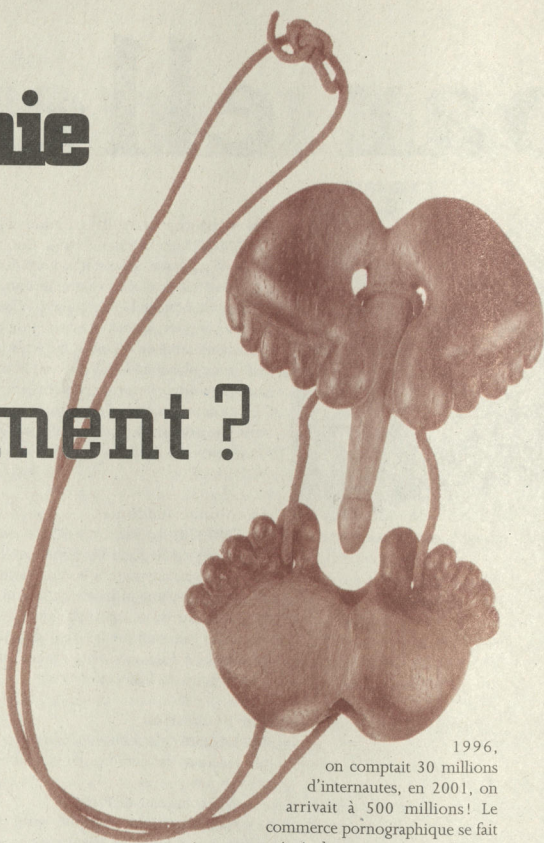
libération ou asservissement ?

Jocelyne

LA PLUPART des dictionnaires définissent la pornographie comme la représentation complaisante de faits obscènes – qui choquent la pudeur – concept subjectif et variable selon les époques, les pays et les cultures. Ce qui était qualifié de pornographique au XVIII^e siècle nous paraît aujourd'hui bien désuet: la vue d'un sein dénudé, d'une cheville...

La pornographie comporte à la fois une dimension provocante et mercantile. Il convient cependant de la distinguer de l'érotisme, lequel peut être également provoquant et poursuivre un objectif commercial mais il dépeint des expériences affectives et sexuelles entre partenaires s'y prêtant de leur plein gré et avec réciprocité dans le but recherché de décupler le plaisir sexuel par des jeux érotiques pour parvenir à la jouissance.

La pornographie n'exprime aucun affect. Les partenaires sexuels se scindent en deux catégories: les dominants – hommes – et les dominées – femmes ou enfants – utilisés comme des objets. La sexualité sert alors d'alibi pour créer ou renforcer une inégalité. Les femmes (ou les enfants dans le cas de pédopornographie) sont alors représentées dans des situations dégradantes, avilissantes, montrant qu'elles ne peuvent trouver du plaisir que dans la soumission et l'humiliation. La pornographie fait l'apologie de la violence envers les femmes, voire les enfants, où



l'homme

domine par son sexe triomphant.

Indépendamment de l'aspect commercial, la pornographie se différencie de l'érotisme en cela qu'elle n'a aucune recherche esthétique, ne faisant appel qu'à une réalité crue, scatologique, limitée aux organes génitaux, au contraire de l'érotisme qui suggère souvent plus qu'il n'explique une situation intime.

La pornographie ne met en scène que l'aspect physique du corps, l'érotisme joue avec la personnalité entière de l'individu.

Le cyberporno

Si la pornographie a évolué au cours des siècles, peintures découvertes sur les murs des maisons closes de l'Antiquité, écrits et chansons servant parfois d'exutoire aux écrivains officiels, elle s'est développée en trente ans de façon exponentielle et son contenu est devenu extrêmement violent. Internet a fait exploser la pornographie en permettant l'ouverture de nouveaux marchés. En

1996,

on comptait 30 millions d'internautes, en 2001, on arrivait à 500 millions! Le commerce pornographique se fait principalement entre pays à économie développée mais tend actuellement à s'étendre aux pays en voie d'expansion économique.

Les sites pornographiques sont évalués à environ 450 000 sur l'ensemble du réseau. Ils proposent des vidéos, des photos, des catalogues de personnes prostituées, des sex-shops, des magasins de lingerie provocante dans le but d'exciter le ou les partenaires masculins. Avec les webcams, certains sites offrent des relations en direct avec de très jeunes filles ou des enfants. La communication est devenue internationale, et, en apportant de nouveaux marchés liés à l'industrie du sexe, 2,5 % du trafic total d'Internet véhiculeraient des images pornographiques, laissent aux utilisateurs tout loisir de visiter de tels sites sans craindre d'être repérés grâce à la complexité et à la technique du réseau Internet. La clientèle de ce marché est composée, d'après tous les sondages, d'hommes à 95 %. On peut y voir des scènes de torture, de viol et même des crimes dont

Pensée par des hommes pour des hommes, la pornographie a évolué au cours des siècles, et la société contemporaine nous laisse accroire que, maintenant investie par des femmes, elle serait une avancée sociétale.

Jocelyne est militante du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.

Photos: Aimez-vous les uns les autres, pendentif en argent de Reinaldo.

le visionnage ne sera pas sanctionné. Certains sites ont été démantelés par la police parce qu'ils concernaient des personnes mineures. Cependant, les propositions de réglementation sont dénoncées au nom du droit à la liberté d'expression et au respect de la vie privée. Internet est à ce jour le seul espace de communication qui dispose d'un vide juridique pratiquement total.

Le contenu de la pornographie est devenu violent depuis plusieurs décennies. Déjà en 1976, aux États-Unis, le film *Snuff* avait provoqué des manifestations importantes, notamment de féministes, car il montrait en réel la torture, le meurtre puis le démembrement post mortem d'une femme. Cette escalade de la violence est expliquée comme une riposte au mouvement d'émancipation des femmes né dans les années 70 et qui mettrait en danger la suprématie masculine!

Vers 1976, le cinéma pornographique réalisait en France près de onze millions d'entrées dans les salles et tombait à deux millions en 1985 car dans cette période ont fleuri les sex-shops, les peep-shows, les mirodromes, le minitel rose ainsi que l'explosion de la vente de cassettes vidéo. La production des films pornographiques est le fait de grands groupes. En 2001, Vivendi Universal Canal + avait le monopole du marché de la pornographie au plan mondial.

Le contenu

La pornographie est avant tout une industrie du sexe qui utilise tous les ressorts commerciaux nécessaires à son expansion. Elle induit une vision misogyne des relations sexuelles entre les femmes et les hommes dans un rapport inégalitaire de domination et de violence de la part des hommes sur les femmes, reflet de la société patriarcale.

À l'inverse de la littérature érotico-pornographique comme l'Amant de lady Chatterley, Histoire d'O, Lolita, Emmanuelle, qui laisse au lecteur, à la lectrice, toute latitude pour transposer les faits dans son propre imaginaire, les films ne permettent pas à l'inconscient de se réapproprier les fantasmes qui sont projetés, car l'image est plus primitive et brutale et trop rapide.

La lectrice, ou le lecteur a une attitude active devant l'écrit et interprète les mots, les situations en les adaptant en fonction de sa personnalité et de son vécu et paradoxalement réinvente l'histoire.

Les images projetées sur l'écran ne permettent pas cette distanciation, cette réappropriation. Elles arrivent trop vite et ne permettent pas le recul nécessaire ou l'ajustement de l'inconscient et sont reçues de façon passive.

Le contenu des films pornographiques a évolué en quelques années vers plus de violence, de brutalité envers les femmes (mais aussi les enfants). En cela, elle est le fidèle reflet de la société capitaliste qui renforce les inégalités de classes et les inégalités entre les femmes et les hommes. Les corps de femmes sont montrés comme des objets sexuels, morceaux de viande, des marchandises, avec abus de gros plans pour montrer les pénétrations de tous les orifices et la jouissance finale attribuée à l'émission de la « semence » du mâle. Le pénis n'est filmé qu'en érection, symbole patriarcal de la puissance masculine, jamais avant ou après. L'émission du sperme étant dramatisé comme l'apothéose attendue de l'érection salvatrice qui inonde le corps abandonné de la femme. Les scénarios sont généralement absents car ces films ne cherchent qu'à satisfaire les besoins de domination des hommes sur les femmes, et même en créant des besoins (comme dans la publicité). Ces films ne montrent pas la sexualité entre hommes et femmes, laquelle ne se borne pas à la pénétration et fait intervenir la personne tout entière. La limiter aux organes génitaux lui ôte une part importante liée à la jouissance: l'imaginaire. La jouissance physique est une composante de la sexualité entre partenaires volontaires qui ne se limite pas à la longueur d'un sexe, ou à des pénétrations multiples tenant plus de records à battre que d'une recherche commune du plaisir. Le plaisir sexuel est subjectif et relatif selon les individus; bander ne suffit pas pour parvenir à la réalisation complète de son être.

Une évolution sociale?

La banalisation de la pornographie, loin de libérer ou d'émanciper les individus en détruisant les tabous de nos sociétés judéo-chrétiennes, ne fait que renforcer les fondements de la société capitaliste et patriarcale.

L'argent est le moteur et le but de la réussite (réussite sociale face au groupe et non réussite personnelle de l'individu); celle-ci ne peut éclore que dans un contexte social inégalitaire, où la force domine, où la liberté est réprimée, où les rapports entre les sexes sont des rapports de forces, lesquels se dégradent, où la domination des hommes sur les femmes se fait plus prégnante – recul des droits acquis, retour à l'ordre moral, renforcement du pouvoir des religions (diktats des intégristes et des fondamentalistes).

L'accès à plus de pornographie donne l'illusion d'une société libérée. Des femmes artistes revendiquent le droit à disposer de leur corps quand, en fait, elles investissent le champ accaparé par les hommes pour disposer, en fait, du corps des autres (tel le film *Baise-moi*) comme dans la guerre.

Les changements de comportements sexuels restent liés à la société libérale qui s'est dotée d'une nouvelle composante aliénante avec l'envahissement de la pornographie, qui perpétue la domination d'une minorité possédante sur l'ensemble des individus, l'exploitation étant la nature même du capitalisme.

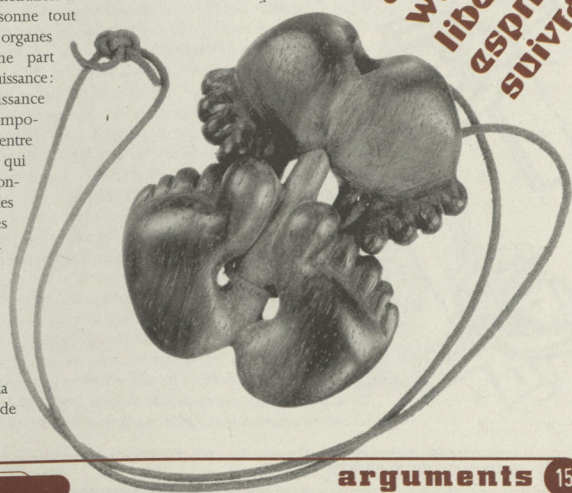
Pendant que certains se nourrissent de situations perverses

extrêmes – violences, tortures, viols, meurtres – ils ne participent pas à l'émancipation des individus et du groupe social.

Malgré l'évolution de la pornographie qui pourrait être perçue comme un exutoire aux pulsions agressives principalement masculines, conséquences de la société patriarcale, les crimes sexuels ont augmenté ainsi que les violences domestiques, les viols n'ont pas diminué, l'exploitation sexuelle des femmes, des enfants et des hommes, dans le système prostitutionnel, est grandissante.

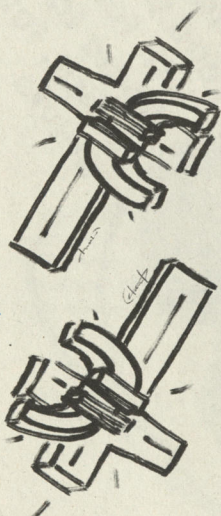
Il n'y a pas de réelle libération sexuelle car les esprits n'ont pas suivi les corps, et cette dichotomie aboutit à un mal-être. Il ne suffit pas de multiplier les rapports sexuels pour être émancipé. La sexualité est un moyen pour parvenir à un mieux-être. La pornographie, loin d'avoir libéré les individus, les tient en dépendance, et les bénéfices qu'elle génère renforce la société capitaliste aux dépens d'une société libertaire composée d'individus adultes et épanouis. Allons-nous laisser faire? J

Free your mind
and your ass
will follow
libère ton
esprit, ton cul
suivra



Dieu hors-la-loi

Alors que la curaille cherche à inscrire ses valeurs idolâtres dans la future Constitution européenne, il faut rappeler ceci : Dieu est tout à fait déraisonnable.



LE VENDREDI 28 FÉVRIER, mon regard est attiré par la une du journal *Libération* : Dieu candidat à l'Europe et, à l'intérieur, le titre : Dieu est-il constitutionnel ?

Un débat est actuellement en cours pour rédiger la future Constitution européenne, dont l'article 2 consacré aux valeurs de l'Union est source de propositions d'amendement les plus diverses voulant introduire la notion religieuse comme une notion culturelle fondatrice de l'Europe. Actuellement, le projet d'article est le suivant : « L'Union se fonde sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, de l'état de droit et de respect des droits de l'homme, valeurs, qui sont communes aux États membres. Elle vise à être une société paisible pratiquant la tolérance, la justice et la solidarité »¹

Sans entrer dans les débats sur la démocratie de Berlusconi, pour n'en citer qu'un, ou le respect de la liberté à Gènes, le Sis, le concept même d'état de droit et non pas d'état de droit, aux droits de l'homme mais pas du sans-papiers (Je suspends la liste ici), la proposition de certains constitutionnels élus « démocratiquement » d'inscrire le nom sacré de Dieu dans le texte de loi me paraît proprement liberticide.

La proposition d'amendement propose une formulation du type : « Les valeurs de l'Union comprennent les valeurs de ceux qui croient en Dieu comme source de la vérité, de la justice, du bien et de la beauté, de même que celles de ceux qui ne partagent pas cette foi et cherchent ces valeurs universelles dans d'autres sources. »²

Aussitôt les gardiens du bien-penser (elle est belle la formule, non ?) rappellent, et c'est un feu d'artifice de propositions ne rejetant pas cet amendement, mais voulant l'adapter : faire mention des « racines judéo-chrétiennes » de l'Europe pour Gianfranco Fini, vice-président du conseil italien, faire « une référence à la transcendance dans le préambule », pour Hippolyte Simon, évêque de Clermont, délégué de la conférence des évêques de France à la commission des évêques de la Communauté européenne, mettre « l'accent sur la notion vitale (!) de transcendance pour tout être humain » pour Haïm Korsia, secrétaire du grand rabbin de France. L'archevêque Glemp voudrait même que la Constitution comporte la notion de « droit naturel », nom de code de l'interdiction de l'avortement et dogme théologique ; le Vatican, en tout cas, demande que le texte fondateur de l'Union prenne en compte les « racines chrétiennes » de l'Europe. On peut se demander si les tentatives de rapprochement entre le Vatican et les Églises orthodoxes ne masquent pas en réalité une volonté d'organiser une hégémonie religieuse en Europe... De plus, l'Europe est avant tout une entité économique. Qu'est-ce que la religion a à voir avec l'économie ? Certes, les schémas selon lesquels le patron a la prééminence sur l'ouvrier, et celui selon lequel Dieu est supérieur aux hommes sont assez proches (l'existence du premier patron, Dieu, pouvant seul animer le second, l'ouvrier, l'homme, dans un lieu conçu par Lui. Il s'ensuit que Dieu, le patron est supérieur à l'homme, à l'ouvrier, et que l'inférieur doit respect et soumission à son supérieur, l'existence antérieure et continue de celui-ci étant la garantie de l'existence de celui-là). On peut également s'interroger sur la place de l'Opus Dei.

Admettons que les valeurs universelles qu'il faut défendre soient la vérité, la justice, le bien et la beauté. Est-il pour autant nécessaire de vouloir leur imposer une essence divine ayant pour but la transcendance ? La

transcendance est en effet le moment, nécessairement hors du temps, où l'homme rejoint le divin. Que ces valeurs viennent de Dieu et qu'elles aient pour but la transcendance signifie ceci : l'homme vient de Dieu, il s'en est éloigné et a perdu les valeurs qui le rapprochaient de Lui, la reconquête de valeurs essentiellement divine lui permet de revenir vers Dieu. Comment y arriver ? Chaque religion nous propose sa recette. L'émancipation de l'individu est en effet comprise par elles comme la conquête de l'harmonie avec Dieu. L'utilisation d'un langage philosophique, le Vrai, le Juste, le Beau, le Bien étant pour Platon des Idées, source de sagesse et donc de liberté, est en effet une caution de respectabilité, d'honorabilité et de... vérité pour elle.

La pseudo-liberté de croyance et de respect des autres formes de croyance ne doit pas nous tromper. Les propositions « Dieu est source de valeurs » et « d'autres sources peuvent cependant apporter ces valeurs » affirment tout autant le principe d'antériorité et de supériorité d'un principe transcendant que la proposition « Dieu est le sauveur ». Si Dieu est antérieur, supérieur, source de toutes choses et de transcendance, alors tout ce qui est, potentiellement ou effectivement, a Dieu pour origine et est donc sacré, voire intouchable. On devine la suite, l'interdiction de l'avortement étant une conséquence logique de ce raisonnement.

L'inscription dans la Constitution européenne de telles idées ne pourrait que favoriser ou renforcer, à terme, mais cependant pas forcément de façon institutionnelle, la constitution d'un ordre moral fort et oppressant. C'est pourquoi il faut refuser la notion de Dieu comme source de toute chose et la notion de transcendance divine.

J'affirme, et n'engage que moi, que le vrai, le juste, le bien et le beau se trouvent en chaque individu. Pareillement, j'affirme qu'il n'y a pas de source aux valeurs du vrai, du juste, du bien et du beau, que ces valeurs sont intimement liées et qu'elles sont l'expression détaillée d'une condition humaine dont l'expression peut se retrouver par l'expérience et l'utilisation de la raison. En bref, le vrai, le juste, le bien et le beau sont des concepts raisonnables et non pas transcendants. La quête de ces concepts est un but en soi et non pas l'étape d'une quelconque transcendance car elle consiste à se connaître soi-même et à s'émanciper de toute influence extérieure, à toute oppression, à tout ordre, moral ou institutionnel. Une telle quête ne peut s'effectuer en compagnie d'un quelconque dieu ou d'un quelconque maître, car la liberté est individuelle avant d'être collective, la liberté de tous est la garantie de la liberté de chacun.

C'est pourquoi une société ne doit pas s'identifier à une tradition religieuse ou mystique. Qu'une religion ait laissé l'empreinte de ses griffes sur le monde certes, mais que celle-ci veuille à tout pris emporter sa proie et légiférer sur son sort, c'est ce à quoi nous ne nous résignerons jamais !

Clément

groupe de Montreuil

1. Disponible sur <http://european-convention.eu.int>

2. Proposition soutenue par le PPE (Parti populaire européen) et proche du texte du préambule de la Constitution polonaise, État placé sous le régime du concordat avec le Vatican et où, du coup, l'avortement est réprimé, où l'Église a accès gratuitement aux médias...

Quand sur la plage s'étale le Capital-Étron

LA FRANCE – enfin, celle qu'enlacent et tiennent en laisse les médias, on dira le Pipol (« people ») – connaît-elle sa chance: celle d'avoir un Premier ministre que « tout le monde nous envie » (expression consacrée incontournable pour qui cause fromages haute-couture maternelle champs-élysées tour de fer tour de France et hugo), qui est poète, non seulement à ses heures, poitevines ou charrentaises, fleurant rime et terroir pour rustiques alexandrins – mais à toute heure: il est rare que l'une quelconque de ses rimeuses interventions ne le voit filer une métaphore dont aussitôt médiatiques se répèrcent la rondeur et l'aura. L'« en bas », comme on sait, a, comme on dit, « fait un carton »: emballée adjuagée, elle se faufile en tous sens, nulle oreille citoyenne abreuvée de citoyenne parole ne saurait l'ignorer.

Vision excrémentielle

Mais cette fois elle fait plutôt cartoon (bande dessinée), la métaphore, lorsque, quittant ses verbeux rivages d'origine, elle s'accroche et colle à la terre ferme et se matérialise en spectacle coloré, imagé, relancé en inlassable ressac écumeant de bulles. En un mot, lorsque l'on voit, soir et matin, de nos propres yeux, la dite « France d'en bas » se baisser du plus bas qu'elle peut, mettre genou à terre ou, pour rester dans le droit fil d'une métaphore que porte le vent du large, « mettre le nez dans la merde » – image qui a couru dans toutes les s de goût. Plus bas que sable tu meurs – c'est pourquoi, bienveillante, on te file, avec la métaphore, un masque et des gants.

Il n'est pas de jour, depuis des mois, qui ne nous ramène, tel un un laid chapelet de rots marins, le spectacle de ces hordes de dizaines, centaines, milliers de personnes (on dit « les bénévoles », « les gens », « la population », parfois « les pompiers » ou « la troupe ») déambulant à pas lents le long des plages, portant salopette blanche, jaune ou verte, visage protégé d'un voile ou masqué, bottes lourdes, traînant pelle ou râteau, et qui s'abaissent et se surbaissent pour débusquer extirper tracter de noirs et visqueux pâtés plaignes boules qui vont grossir un non moins noirâtre et salopé seau. Ajoutez arôme pétrole, que l'on sait délétère, et les quotidiennes excréments des longs et ténébreux étrons qui s'échappent du ventre gras des navires accroupis au fond des eaux – et l'on obtient la plus stupéfiante et hallucinatoire vision excrémentielle que notre chère et chaleureuse planète mise à l'égout du jour pouvait nous concocter.

Profitions-en alors pour, refileant la métaphore politicienne, la doubler d'une de notre cru. S'offre donc à nous le « signe fort » d'une « France d'en bas » à genoux, la fresque d'un

Pipol, pioupious inclus, mobilisé pour décroter les plages souillées par des tankers naufragés. Sur des centaines de kilomètres de rivages, les courants déposent les infectes galettes (métaphore culinaire – à sexualiser: « galettes » féminines aiment mâles « galets », s'y collent et copulent) de pétrole. Restons poète: tout cela nous fabrique (poëin) un drôle de « cimetière marin », dont Paul Valéry académicien dirait, allitérateur: la merde la merde, toujours recommencée!

Essence du capital

Que maintenant, partant de la crotte merdique ramassée hors mer à la main par quelque humble bienveillante, l'on remonte la chaîne de pollution, on retrouve d'abord le tanker, avec son équipage mondialisé soumis à une exploitation esclavagiste, et à l'occasion largué – « casse-toi, tu pues! ». Puis le regard s'égaré vers de lointains armateurs et affrêteurs embusqués en d'anonymes et fuyants bureaux et réfugiés sous pavillons de complaisance – ce n'est pas eux qui iront cracher le morceau ni dans la soupe au fuel. Puis une rumeur quasi mythique rôde autour d'importateurs et de sociétés pétrolières multinationales s'affrontant solidaires dans de planétaires gigantomachies – mais, hélas, plus jamais le président de l'ENI, la société italienne des hydrocarbures, l'agile et hennissant Enrico Mattei, ne pourra nous raconter ces corps à corps des Goules de la Finance, ayant lui laissé sa peau malencontreusement dans un accident d'avion, à croire que les Cinq ou Sept Sœurs pétrolières sont de vraies sorcières semant et balayant leurs routes de cadavres – tandis que sur les bas-côtés, quelques bandes d'honorables politiciens font du stop pour, à l'appel du plus offrant, prendre au plus vite le train de la fortune et du pouvoir. Roulez, tambours médiatiques: nous tenons là un diagramme à peu près complet – un « idéal type », disent les savants – du système capitaliste, mieux: du capitalisme dans son essence, une essence qui irrigue et flambe en jeux tous terrains sur les mots, les merdes, les morts.

« Sous les pavés, la plage », rêvaient, plus avec leurs doigts gantés de slogans qu'avec leur cervelle urbaniste, les révoltés de mai 1968. Il n'y a plus de pavés. Et la plage n'est plus ce tapis de sable d'or où l'on s'allonge et dort, corps bercé d'embruns et de rayons – elle est le pot-athanor où l'or du capital se transmute en excrément, le-la-

vase où le Capital-Étron fait ses besoins. Jamais Freud, immense rêveur d'urine et de merde (on n'oubliera jamais que la psychanalyse naquit de l'énuésie du petit Sigmund, cf. l'Interprétation des rêves, pp. 254-255, nouvelle traduction, PUF, 2003) n'aurait imaginé pareille matérialisation de sa géniale théorie sur l'analité et la symbolique de l'argent dont, pareil au roi Midas qui changeait tout en or, il en échangeait les fabuleux circuits libidinaux (cf. Ernest Borneman, *Psychanalyse de l'argent*, entre autres le texte de Freud sur « Caractère et érotisme anal », PUF, 1978), ni si concrète et flagrante démonstration de ce que Norman O. Brown nomme, dans *Éros et Thanatos*, la « vision excrémentielle » de l'histoire.

Tirer la chasse

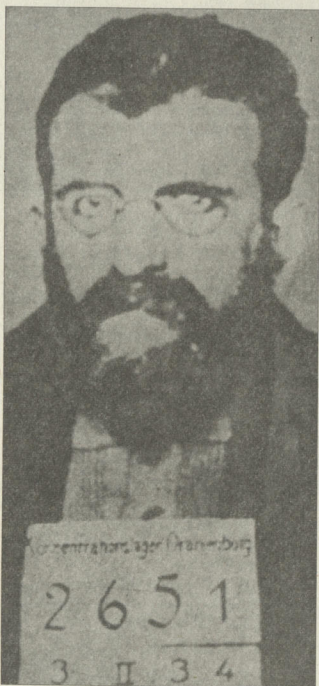
Toute cette histoire aurait pu ne relever que d'un pittoresque marin et de quelque folklore pétrolier, si la conjoncture économique, comme disent les spécialistes, n'était venue donner à cette mise en scène excrémentielle un tout autre et bien plus effrayant visage – un visage humain, le visage d'êtres humains traités manipulés comme des déchets. Méta-euphoriques, les patrons parlent de « dégraisage » lorsqu'ils jettent sur le pavé, s'en lavant les mains, telles d'énormes eaux grasses, des paquets de salariés. Mais la mode est de plus en plus à la fuite patronale: patrons et repreneurs se retirent puis se tirent, ni vus ni connus, sans tirer la chasse ni laisser d'adresse, emportant ou soldant machines, matériaux, meubles, comptes et l'avenir avec – et c'est ainsi que l'on peut voir, en nombre croissant, abandonnés dispersés tels des détritiques, garbage, sur la voie triomphale du *Marché über alles*, rôder autour de bâtiments échoués pareils à des carcasses de navires des hordes de travailleurs qui regardent, hagards, mutiques, d'entiers pans de leur existence qui partent en fumée ou gisent sur le carreau.

Roger Dadoun



Olive Tamari, pochir

Einstein et Mühsam même combat ?



Erich Mühsam

QUAND LE QUIDAM curieux et militant cherche à épancher sa soif de connaissance du mouvement anarchiste international, il n'y a « bien sûr » qu'une seule adresse: 145, rue Amelot, à Publico. Pour ce qui se rapporte aux mouvements espagnol ou russe (pour ne citer qu'eux) pas de problèmes. Mais pour l'anarchisme allemand, le choix est plus restreint, quelques textes de Mühsam, de Rocker mais des miettes par rapport au festin. Jean Barrué dans la préface à la réédition des *Soviets dans la révolution russe* (Éditions Spartacus), il y a près de trente ans, regrettait déjà le manque de traductions. Aujourd'hui à consulter le menu (à part Mühsam), la situation n'est guère plus florissante. Depuis des lustres, on entend parler de la parution de *Nationalisme et Culture* (Rudolf Rocker) mais, « sœur Anne, ne vois-tu rien venir?... »²

Si l'on examine le problème un peu plus attentivement, on s'aperçoit que sur la République des conseils en Bavière, les ouvrages existent. Mais que sur la FAUD (Freie Arbeiter Union Deutschlands) et le mouvement anarchosyndicaliste, à part une brochure sur la Seconde Guerre mondiale (éditions du Monde libertaire), un article dans la troisième livraison d'*Incredibles Anarchistes* (Le mouvement anarchiste allemand), c'est presque le désert complet. On en est réduits à rassembler les rares pièces d'un immense puzzle. Si Rudolf Rocker avait connu la PAO, le manuscrit de ses mémoires (conservé à Amsterdam) serait disponible à toutes et à tous.³

Un dernier exemple atypique est un livre consacré à Carl Einstein (C. A. 1885-1940. Itinéraires d'une pensée moderne. Monde germanique par Liliane Meffre). Que savions-nous de C. Einstein avant ce livre? Sa participation à la colonne Durruti et l'éloge funèbre qu'il fit à la mort de celui-ci. Le livre n'apporte pas beaucoup plus sur les rapports d'Einstein avec le mouvement anarchiste organisé.⁴ Pourtant à Berlin, où il vécut longtemps, la FAUD avait locaux et presse...

La publication par les éditions de la Digitale d'Axona d'Erich Mühsam apporte infiniment plus (Erich Mühsam a ceci en commun avec Einstein qu'il a vécu les mêmes événements, mais ils ne se sont jamais rencontrés!).

Il s'agit en fait de plusieurs textes⁵ – Ascona, Bohême, Lettre à Sigmund Freud, Culture, Civilisation et mouvement des femmes, Littérature inédite, *Hardi le hardi poète* – qui retracent bien la vie et l'œuvre de Mühsam. Un anarchiste aux nobles sentiments (Ein Edelanarchist) situé entre la bohème et le prolétariat comme le rappelle Roland Lewin dans son excellente présentation. Le texte Max Nettlau et ses visites à Berlin chez Rudolf Rocker nous éclaire un peu mieux sur les relations de Mühsam avec l'anarchosyndicalisme allemand. Ayant été plus proche (voire adhérent) de la FKAD (Fédération des anarchistes communistes d'Allemagne) et de l'Union anarchiste de Berlin que de la FAUD, il n'en était pas moins

édité par les éditions de cette dernière (Verlag Der Syndicalist. Berlin)...

De toute façon, ne gâchons pas notre plaisir et découvrons « un écrivain original et attachant qui soulignait la parenté entre les gens de la bohème et de l'anarchie. En effet, les uns et les autres s'insurgent contre l'ordre établi, la morale courante, les conventions ».⁵ En attendant les autres morceaux du gâteau!

Thierry

groupe Pierre-Besnard

1. Pour Rocker et Lehning (*Anarchisme et marxisme dans la révolution russe*), il s'agit d'ouvrages sur le léninisme dans la Russie de 1917... rien sur le mouvement libertaire allemand (*Anarchisme et organisation et L'anarchosyndicalisme* étant des brochures de propagande). En 1973, Jean Barrué citant dans sa préface *Nationalisme et Culture et Régression Révolution*, écrivait: « Il serait souhaitable que ces deux derniers ouvrages soient connus du public français... »

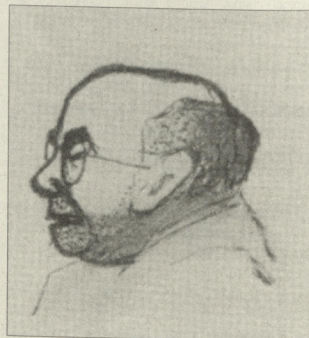
2. À moins que je ne trompe, les éditions Béliaste en avaient eu le projet dans les années 70. Depuis, beaucoup de bruits de couloirs mais rien de concret. *Nationalisme et Culture* (plus de 500 pages dans l'édition en espagnol, Ediciones Solidaridad Obrera, AIT, Paris. Format 17/24), traduit du manuscrit allemand par D. A. de Santillan, reçut les louanges de Bertrand Russell, Albert Einstein, Thomas Mann...

3. Si l'ouvrage précité est un fort volume, les Mémoires de Rudolf Rocker en font trois de la même eau, et c'était un résumé... Dans les années 70 en Allemagne, les éditions Suhrkamp (?) en ont fait un livre de poche. À quand l'intégrale?

4. Étrange personnage que Carl Einstein (ayant toujours voulu faire coïncider « idées et réalités, art et existence »). Proche des spartakistes en 1918, premier Européen à écrire sur l'art africain (*Negerplastik*, 1915), le dadaïsme, Braque et Picasso étaient des proches. Pour finir « par erreur » (dixit Helmut Rüdiger de la FAUD) dans la colonne Durruti. Les interrogations restent!

5. Traduits par Elke Albrecht et Suzanne Faisan. Jusqu'ici, à ma connaissance, seul Pierre Galissaire avait traduit abondamment des textes libertaires allemands (dont Rocker et Stirner). En attendant le Max Nettlau de Rocker mis en français par Marine-Lina Riesefeld qui sera édité par La Digitale.

Loulou Barbesois kommt ja wieder!



Carl Einstein



Après la catastrophe

L'EXPRESSION délibérément scandaleuse et provocatrice des surréalistes des années vingt: « Et guerre au travail! » n'a cessé de résonner en moi à la lecture de Putain d'usine et a trouvé son écho amplifié à celle d'*Après la catastrophe* qui vient de paraître chez le même éditeur: L'Insomniaque.¹ Dans le premier ouvrage, J.-P. Levaray nous montrait les conditions de travail dans une « usine à risques » et le quotidien des ouvriers qui y sont attachés; l'actualité lui a donné la triste éventualité d'évoquer l'abaissement tragique, l'accident prévisible que peut connaître une telle usine, la mort d'ouvriers et le malheur irréparable de tant de familles.

Longeant la route, plutôt bien agencée, avec ses voies séparées qui mènent vers la chaîne des Pyrénées et l'Espagne, on peut voir, sur la gauche, ces blocs cubiques, ces tours carrées qui évoqueraient, s'il en était besoin, une autre catastrophe, par une étrange coïncidence, voisine dans le temps. Mais ceci installé dans le regard, on ne peut que s'étonner de la proximité des bâtiments de l'usine AZF et des maisons d'habitation, pour la plupart occupées par les ouvrières et les ouvriers de ladite usine et leurs familles. À tel point que le regard du conducteur a du mal à différencier les habitations, écoles, magasins, des éléments propres à l'usine. On comprend alors que la trentaine de morts, les milliers de blessés et les chocs psychologiques à la suite de la secousse qui atteignit 2,4 sur l'échelle de Richter, comme le précise J.-P. Levaray dans ce second ouvrage *Après la catastrophe* qui nous permet une approche sensible de l'événement.

Survenant dix jours après les attentats aux USA, cet accident d'une ampleur considérable

a provoqué, sur le coup, une réaction de peur et d'amalgame assimilant les trois événements dans une même caractérisation. Le livre de J.-P. Levaray nous permet, en resituant l'accident dans le contexte précis de l'industrie chimique, de le replacer sur le terrain de la lutte sociale, du profit et du champ capitaliste. Mais ce livre, avec ses évocations de situations particulières, de problèmes personnels, de douleurs, de chagrins, de vies brisées et de deuils, nous situe au plus près de l'être, qu'il soit victime ou témoin de ce drame ou observateur. Loin de la position de l'analyste froid, fût-il objectif, il parle avec les témoins, leur laisse la parole, même s'il la sollicite. L'approche reste au niveau de la communication. Et cela fonctionne à merveille. Parce qu'il sait, par-delà la douleur, le traumatisme, échanger avec les collègues, les sentiments, la peine, le désespoir et la révolte, le combat quotidien, l'état de défense permanent qu'il convient d'adopter au jour le jour.

Et puis, regard du témoin mais ferme position de l'écrivain, il sait lire les choses, les approcher, prendre du recul et, sans lâcher ses convictions, offrir au lecteur ce qu'il faut voir. Ce goût du témoignage qui se fait jour dans ces deux ouvrages et le plaisir d'écrire qui s'en dégage sont là pour nous faire espérer d'autres lectures.

Aurélien Dauguet

1. L'Insomniaque, 63, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil. Voir dans le numéro 4 d'*Un autre futur*, revue de la fédération CNT de la Communication, de la Culture et du Spectacle l'article de Maxime Vivas: « À moins que la rue ».

la raison du plus fort ou force fait loi

LA GUERRE a toujours fait partie des options de politique étrangère des gouvernements. Si le cynisme, la brutalité, les motivations simplistes de George Walker Bush nous paraissent nouveaux, c'est qu'en l'absence d'adversaires dissuasifs les rapports de force purs suffisent.

Howard Zinn et Noam Chomsky, dans des livres et articles complémentaires, nous rafraîchissent la mémoire sur la politique américaine, des origines à nos jours.

Avec la méthodologie et une documentation irréprochables d'historien, ils relient les actions des politiciens aux intérêts de l'oligarchie militaro-industrielle qui les oriente.

Sauvegarde du capitalisme à l'intérieur et à l'extérieur, intervention en Asie, Amérique centrale, Europe, État « voyou », terrorisme, souveraineté et ordre mondial: sur tous ces sujets, la logique et les buts restent inchangés. Un empire du mal, aux identités variables – prussiennes, « communistes », islamistes – n'a jamais cessé d'être utilisé pour justifier la mainmise des États-Unis sur les ressources mondiales et la perpétuation des inégalités. Pour rendre acceptable aux opinions publiques « libres » cette guerre permanente, elle est ennoblée d'idéaux de justice et de liberté. Apprise dès l'école, relayée par les médias, une morale élastique à l'usage des puissants s'est imposée. Le monde se divise en États « éclairés » autoproclamés – l'Amérique et ses alliés – et en États « voyous », ceux qui refusent de se soumettre aux premiers. Loin d'être immuable, ce statut est à bascule rapide: l'Irak, comme les talibans en Afghanistan, est passé du tapis d'or, réservé aux dictateurs indigènes et aux flics locaux, au tapis de bombes.

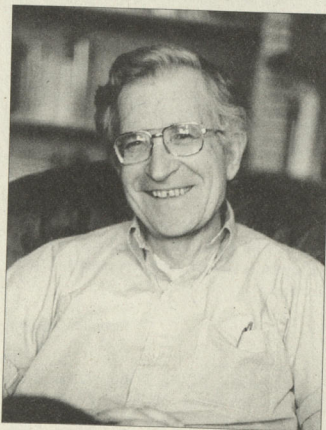
De même pour la souveraineté nationale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les traités internationaux et autres fariboles d'utopistes qui sont inviolables pour le club du « bien » et comptent pour rien dans le cas d'un État « scléroté ». Ce mépris se traduit par une aide militaire accrue en faveur des régimes où les droits de l'homme sont les plus bafoués. Car cela a un lien direct avec les possibilités d'investissement et de profit offerts aux entreprises étrangères. Toutefois, être un pays confetti, telle l'île de Grenade, ne suffit pas à protéger des attaques de la nation la plus puissante et la plus violente de la planète.

Expérimenter sur son sol un mode de développement jugé contraire aux visées états-uniennes constitue une « agression interne »: le capitalisme a sa prophylaxie qui empêche la « gangrène » de se propager. Étant également entendu que ce qui caractérise une agression armée pour les uns se nomme légitime défense préventive pour les autres; que terrorisme qualifie toute résistance des peuples asservis à leurs bourreaux; que certaines vies sont précieuses alors que d'autres disparaissent en dégâts collatéraux anonymes. Nous pourrions alors nous demander avec l'archevêque de Sao Paulo: « Qui vont-ils attaquer maintenant et sous quel prétexte? »

Chomsky ne diabolise pas l'Occident et ne s'illusionne pas sur le comportement des victimes si elles possédaient le pouvoir de nuisance des États-Unis. Il nous rappelle seulement que tous ces crimes d'État impunis sont commis en notre nom et avec notre complicité passive.

Socialiste libertaire et juif américain se réclamant de Voltaire et du siècle des Lumières, Chomsky a été particulièrement attaqué et incompris en France. Dans sa postface, Jean Bricmont y analyse les « folies et raisons d'un processus de dénigrement ». Chomsky, partisan de la vérité et de la justice, n'est pas l'homme d'un camp. L'esprit qui anime sa lutte relève de la « vraie guerre », celle qui à l'intérieur de nos frontières anime les mécanismes idéologiques de nos sociétés; guerre dont la philosophe Simone Weil disait: « Et sous tous les noms dont il peut se parer, fascisme, démocratie ou dictature du prolétariat, l'ennemi capital reste l'appareil administratif, policier, militaire, non pas celui d'en face, qui n'est notre ennemi qu'autant qu'il est celui de nos frères, mais celui qui se dit notre défenseur et fait de nous ses esclaves. »

Hélène Fabre



Noam Chomsky

Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, prologue Howard Zinn, postface Jean Bricmont, traduit de l'anglais par Frédéric Cotton (seconde édition revue et augmentée), Marseille, éditions Agone, 2002, 224 p., 16 euros.



André Robèr, sans titre, 1996

Vers une démocratie générale ?

APRÈS QUELQUES commentaires acides sur le livre d'Antoine Bevort, Pour une démocratie participative (voir le Monde libertaire, n° 1310) venons-en à Takis Fotopoulos. Voici un auteur remarquablement inconnu des mili-

tants hexagonaux mais qui pourtant manifeste des approches libertaires de l'Homme, de la société et du devenir social et économique du monde.

Takis Fotopoulos¹ nous propose en effet la mise en place d'une *démocratie générale* dont les principes sont tout à fait dans les formes de l'idéal libertaire. Rien d'étonnant puisque l'on relève dans le livre de constantes références à Pierre Kropotkine, à Murray Bookchin, à John Clark et, surtout, à Cornélius Castoriadis, un ancien de la feue revue *Socialisme ou Barbarie*.

Dès l'introduction de l'édition française, nous sommes en terrain connu : « Ce livre a un but, montrer qu'on ne peut sortir de la crise qu'en sortant du cadre institutionnel actuel et non en restant à l'intérieur. »

À partir de ce postulat essentiel, Takis Fotopoulos développe – sur une base économique égalitaire – le concept de *démocratie générale*. Concept qui implique l'abolition des formes de répartition inégale du pouvoir politique.

La situation actuelle du monde est l'effet d'une dynamique...

L'apport théorique et militant du discours de Takis Fotopoulos est surtout de rompre avec la conception marxienne voulant, via Attac et les partis de gauche, trotskistes compris, considérer l'état actuel du monde comme une conspiration des politiques de méchants partis néo-libéraux ou sociaux démocrates alors qu'il s'agit ni plus ni moins que de l'aboutissement d'une dynamique qui s'est construite sur

l'économie de marché et son corollaire, la démocratie représentative.

Il est bien évident qu'à partir de cette approche les actions à entreprendre ne se situent pas dans le cadre du système représentatif (élections, parlement, etc.) mais à l'extérieur de ce système. Pourquoi lutter pour changer les gouvernements puisque ces gouvernements ne sont qu'accessoirs dans la responsabilité de l'actuel état des choses ?

Une stratégie de transition

Vouloir transformer la société pose bien évidemment la question des moyens. Là encore, la pensée de Takis Fotopoulos s'ancre dans le discours libertaire : « Un grand principe nous oriente dans le choix d'une stratégie de transition appropriée : la cohérence entre la fin et les moyens. » Contrairement aux méthodes étatiques qui se proposent de changer la société par le haut et les approches dites de la « société civile » qui, elles, ne visent pas à changer le système, Takis Fotopoulos ne propose pas une organisation politique de type nouveau, mais une *confédération de communautés* fonctionnant suivant les principes de la démocratie générale (égalité économique – propriété collective, égalité politique – démocratie directe).

Ce livre, d'où les mots volontairement scientifiques ou difficiles ont été bannis, est absolument accessible à quiconque. Les démonstrations y sont claires, logiques et cohérentes. Une volonté d'être compris du plus grand nombre se fait sentir à chaque page et place ainsi Takis Fotopoulos dans la lignée d'un Kropotkine ou d'un Reclus.

Jean-Claude Richard

groupe Henry-Poullaille de Saint-Denis

Vers une démocratie générale
Takis Fotopoulos, 250 p., Seuil,
21 euros.
En vente à Publico,
145, rue Amélot, 75011 Paris

1. Économiste et politiste, il est directeur de la revue *Democracy and Nature, The international Journal of Inclusive Democracy* (voir sur le net une multitude de textes sur Takis Fotopoulos).

Vendredi 14 mars Bruxelles

Conférences d'Élisa Vaincel sur *Les volontaires bruxellois des Brigades internationales* et de Jérôme Adant sur *Un baron rouge ? Les activités du banquier Antoine Allard de 1945 à 1965* de 18 à 20 heures à l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, salle Henri-Janne, 44, avenue Jeanne.

Samedi 15 mars Angers

Bouffe de soutien au Collectif angevin de lutte anti G8 (Calag8). L'Étincelle, 26, rue Maillé.

Chelles

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise une réunion publique sur le thème *Contrôle social et insécurité* avec Jean-Pierre Garnier (sociologue) à 20h30 au 1 bis, rue Émilie (près de la gare RER).

Dijon

Concerts à 21 heures à l'Espace autogéré des Tanneries, 15, boulevard de Chicago. Ya Basta (ska punk politisé - Paris), Lesca Punk (chaos punk - Hongrie), plus surprises. PAF: 4 euros.

Nancy

Le groupe Marée-noire de la FA, appelle à participer au rassemblement organisé par les Libertiaires contre le sécuritaire à l'occasion de la *Journée internationale contre les violences policières*. Rendez-vous à 14h30, place Maginot.

Paris 11^e

Forum-débat avec Stéphane Courtois, auteur du *Livre noir du communisme* et *Du passé faisons table rase*, présente *Histoire et mémoire du communisme en Europe* à 16h30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot.

Paris 11^e

Le Collectif des Roms de France appelle à une manifestation à 14 heures place de la République.

Rouen

Conférence *Jules Verne et l'anarchisme* par Aurélien Dauguet à 15 heures à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Vannes

Les groupes de l'Union régionale Bretagne de la FA appellent à une manifestation festive contre les projets d'incinérateurs ici et ailleurs et pour les alternatives, à 15 heures à La Rabine.

Lundi 17 mars Bordeaux

Concert de Born Dead Icons (hardcore punk) et Organisation Mankind à 19 heures au Local universel.

Mardi 18 mars Grenoble

Projection du film *Tom Tom, the Piper's Son* de Ken Jacobs à 20h30 au squat du 102, rue d'Alembert. Entrée 4 et 5 euros.

Paris 19^e

Rassemblement pendant la séance du *débat national sur l'énergie* à 12 heures à la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette, devant la Géode.

Du mercredi 19 au vendredi 21 mars

Montluçon

Représentation de la pièce de Claire Truche *Un chacal, des chamots ?* à 20h30 au théâtre Les Fédérés. Prix des places: 15 euros.

Vendredi 21 mars Dijon

À l'Espace autogéré des Tanneries au 15, boulevard de Chicago à 19 heures, soirée de discussions sur la construction masculine et les rapports de genre, suivie d'une fête. Entrée libre.

Montreuil

Avec la fin de la trêve hivernale le 15 mars, les

familles roms de la rue Paul-Doumer à Montreuil sont menacées d'expulsion. Contre celle-ci et toutes les autres, manifestation devant la mairie à 18 heures (M^e Mairie-de-Montreuil), suivie d'une réunion publique à 20 heures à la maison des syndicats, 24, rue de Paris (M^e Croix-de-Chavaux).

Paris 11^e

Reprise de la pièce *La Commune à Nouméah* à 20h30, au Petit Ney, 10, avenue de la Porte-Montmartre.

Rouen

Soirée *Voix libres* avec des poètes de la région à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 22 mars Bordeaux

Inauguration de la librairie de l'Athénée libertaire au 7, rue du Muguet.

Dijon

Concerts à 21 heures à l'Espace autogéré des Tanneries, 15, boulevard de Chicago. Born Dead Icons (hardcore punk), Insucity (hardcore torturé, Pologne), Skewiff (chaos punk crust, Belgique). Paf: 4 euros.

Du mercredi 26 au vendredi 28 mars

Lens

Représentation de la pièce de Gérard Dumont *Broutchoux (... et marchons sur la tête des rois)* salle Jean-Nohain. Renseignements au 0321142535.

Jeudi 27 mars Grenoble

Exploration audiovisuelle de Nappe, Camille Fourgassié et Jérôme Montagne à 20h30 au squat du 102, rue d'Alembert. Entrée 5 et 8 euros.

agenda

Radio libertaire

Vendredi 14 mars

Enjoy polar : à 12 heures, Césaire Battisti présente son livre *Le cargo sentimental* aux éditions Joëlle Losfeld.

Jazz en liberté : à 22h30, Dollar Brand quintet, Bertrand Ravalard trio, Randy Weston quintet, Keith Jarrett trio, Claudine François quintet, Matthew Shipp trio, Mal Waldron quintet, Antonio Faraó trio, Horace Tapscott quintet.

Samedi 15 mars

Chroniques syndicales : à 11h30, Forum social des luttes.

Chroniques rebelles : à 13h30, Sous l'art d'or de Enrico Baj (ACL) avec Jean-Manuel Traimond.

Bulles noires : à 17 heures, avec Stéphanie Estournet pour son premier roman *Mythologies souterraines* paru en Série noire.

Dimanche 16 mars

Des mots, une voix : à 15h30, avec Michel Deguy pour la revue *Poésie* et Tiphaine Samoyault pour le livre *Indulgences*.

Mardi 18 mars

Pas de quartier : à 18 heures, avec Anne Morelli, auteure de *Principes élémentaires de propagande de guerre*, utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède...

Mercredi 19 mars

Blues en liberté : à 10h30, piano et guitare, les duos country.

Le manège : à 14 heures, avec Zahia Rahmani pour son premier roman *Moze* aux éditions Sabine Wespieser.

Vendredi 21 mars

Jazz en liberté : à 22h30, Bennie Wallace quartet, Yochk'o Seffer trio, David Murray quartet, Sonny Rollins trio, Davis S. Ware quartet, Sylvain Beuf trio, Archie Shepp quartet, James Carter quintet, Jean Marc Padovani quartet.

89,4 MHz
en région parisienne

dernière minute

Mourad, 17 ans assassiné par les condés



NOUS SOMMES vers Durfort (Gard). C'est la nuit, samedi 1^{er} mars. Une voiture fuit quatre gendarmes du peloton de surveillance et d'intervention de Saint-Hippolyte-du-Fort. À bord, trois jeunes : Akim 19 ans, Mohammed 18 ans et Mourad 17 ans de la cité de Valdegour à Nîmes. Ils sont soupçonnés d'avoir tenté de cambrioler une maison. Les flics ouvrent le feu à quinze reprises. Mourad est touché à la nuque. Ses copains parviennent à s'enfuir et le conduisent à l'hôpital de Montpellier. Dimanche, Mourad décède de ses blessures. Lundi, Akim et Mohammed se rendent à la police. Ils sont placés en garde à vue. Les pandores, eux, après avoir été entendus par l'inspection technique de la gendarmerie nationale, retrouvent la liberté et leur « travail ».

Un scénario d'une banalité révoltante

Un gamin assassiné, deux autres en garde à vue, les assassins en liberté et c'est l'explosion à la Zup lundi soir. Caillassage des CRS, cocktails Molotov, incendies de voitures, etc. Incarcération de jeunes émeutiers, comparution immédiate pour l'un d'entre eux : il prend douze mois dont quatre fermes. Mardi soir, c'est tout un quartier qui se rassemble autour de la famille de Mourad pour appeler au calme : brûler la bagnole du voisin ne résout rien, il faut construire la lutte.

La cité de Valdegour a été construite en 1958 pour permettre l'accueil des rapatriés d'Algérie. Pendant de nombreuses années, classes populaires, moyennes, français, immigrés y ont vécu ensemble. Comme partout, le quartier, faute de moyens, s'est dégradé. Les pauvres sont devenus plus pauvres, les moyennement pauvres ont quitté le quartier. Aujourd'hui, la population est principalement d'origine maghrébine. Le Gard n'a plus ses sources d'emplois traditionnelles qu'étaient les mines et l'industrie textile. Le monde agricole s'est mécanisé et le patronat local, composé essentiellement d'anciens pieds-noirs, préfère embaucher des clandestins.

Certes, le gosse tué avait commis des larcins et succombé aux sirènes de la consommation. Il l'avait expliqué à une journaliste de Libé qui l'avait interviewé quelques mois plus tôt : « Une fois qu'on a goûté à l'argent sale et qu'on sait qu'on peut gagner en une journée ce qu'on gagne en un mois quand on travaille, c'est difficile d'y renoncer ». Oui la ficaille est chargée de gérer la

tension sociale générée par le capitalisme. Et alors ? Ça lui donne le droit de rendre justice elle-même, de rétablir la peine de mort, de buter un gamin pour vol ? Non ! Jamais un autoradio, une mobylette ou même les bijoux de la Couronne ne vaudront la vie d'un homme !

Pas de justice, pas de paix

Alors la famille, les voisins, les amis, les associations du quartier, les habitants des autres cités et les gens révoltés par ces événements se sont rassemblés pour manifester et exiger que justice soit rendue. Nous étions un bon millier à partir du lycée Camargue. Manif pour dire sa colère, sa rage, sa haine. Manif pour dire à la famille de Mourad qu'on souffre avec elle. Manif pour exiger la justice.

La préfecture a donné le ton en bloquant les bus qui venaient de Valdegour pour empêcher les gens de manifester. Non contente de cette manœuvre, elle a déplacé des cars de CRS pour bloquer la manif en pleine rue à 200 mètres du départ. Tensions, négociation ; nous sommes finalement passés après que les organisateurs eurent accepté de changer le parcours. Une fois arrivés à la préfecture, une délégation a été reçue pour exiger que la police cesse de contrôler les gens qui quittaient la manif, pour que les assassins soient suspendus de leurs fonctions et que justice soit faite à Mourad. Les autorités ont obtempéré pour ce qui concerne le premier point. Quant aux deux autres...

On peut d'ores et déjà craindre l'issue de la procédure conduite à l'encontre des pandores. Combien sont tombés sous les balles des « forces de l'ordre » ? Entre 1977 et 2001, elles ont tué 196 fois. Combien de flics ont été condamnés à la hauteur de leur crime ? Aucun d'après l'enquête de Maurice Rajsfus. C'est acquiescement, relaxe, non-lieu, sursis... Ici, c'est la même juge qui est saisie pour traiter le cas des gendarmes et celui d'Akim et Mohammed. Et puis, le maire de Saint-Hippolyte-du-Fort a lancé une pétition de soutien aux gendarmes...

Mais nous resterons mobilisés aussi longtemps qu'il le faudra pour dire que rien ne vaut la vie d'un être humain. Justice pour Mourad !

Sadia

groupe Gard-Vaucluse

foire internationale

Livre Alternatif & libertaire



3^e Foire du livre, festival des arts, exposition, conférences,
séances vidéo, stands de Belgique, France, Pays-Bas,
Angleterre, Allemagne et Espagne.
Renseignements : aboekenbeurs@yahoo.com – aboekenbeurs.be
Organisation : Llia vzm i.s.m. de Vieze Gasten vzm et Ak-Univ

Samedi 29 mars 2003, de 10 heures à 20 heures
'De Centrale' – Krankindersstraat 2, 9000 Gand, **Belgique**

Suivi par concerts et fête (kelderzaal). 21 heures. Paf: 3,50 €. Le Trio perdu
(folk/klezmer), 88Mate! (ska/reggae). Fête avec Duke of Hazard (DJ's)